



PQ

p.3

Les fruits pourris
du bouchardisme



Anthrax

p.5

De grâce, respirons
par le nez



Normand Baillargeon

p. 9

Deuxième cours
d'autodéfense intellectuelle

50^e
NUMÉRO

Le Couac

Un drôle d'oiseau

SANS
ANTHRAX!

Vol. 5 • n° 02

Novembre 2001

3,50 \$

COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



Pouvoir de mort Thanatocratie

Face aux événements du
11 septembre, deux questions
devaient être posées.

- La première: quelle devrait être notre réaction si notre politique choisit d'être conforme au droit et à des principes moraux élémentaires?
- La deuxième: Pourquoi ces actes ont-ils été commis?

Les frappes qui se déroulent en ce moment nous indiquent les réponses que les États-Unis et leurs alliés ont choisi de donner à ces questions.

Le ton a été donné dès le 11 septembre, alors que le président Bush expliquait, menaçant: «Vous êtes avec nous ou contre nous». Depuis, l'hystérie martiale est à son comble, du moins dans les médias et parmi les intellectuels et autres experts patentés.

André Pratte écrivait ainsi: «Depuis les attentats qui ont coûté la vie à plus de 5000 personnes mardi dernier, *La Presse* a reçu plusieurs lettres de citoyens inquiets de la réaction «belliqueuse» des dirigeants américains. Ces Québécois, comme chacun d'entre nous, craignent l'escalade de la violence. Ils craignent que d'autres innocents ne soient victimes de la revanche américaine. Ils souhaitent une autre solution. Cette autre solution n'existe pas.» (*La Presse*, 17-9) Bref, «les Occidentaux [qui] ont frappé l'Afghanistan [...]

n'avaient pas le choix» (Michèle Ouimet, *La Presse*, 9-10) et pris dans un «no win situation», à leur corps défendant, «ne pouvaient se contenter de tendre l'autre joue» (Lysiane Gagnon, *La Presse*)

C'est cependant Mario Roy qui, en éditorial dans *La Presse* du 12 octobre,

pour reconstruire l'Afghanistan et [...] juguler le terrorisme international devront se faire largement contre les victimes de l'un et de l'autre en une sorte de mission salvatrice où le mot clé sera l'abnégation».

Je voudrais ici, pour quelques minutes seulement, faire l'hypothèse qu'il vaut mieux se servir de sa raison et essayer de conserver un minimum de décence morale. Que trouvons-nous alors?

Outre ce truisme que le massacre d'innocents et l'escalade de la violence qui y conduit ne sont en rien des solutions raisonnables et sont contre-productives si du moins la paix est l'objectif visé, les frappes se déroulent alors que leur légitimité est aussi contestable que leur légalité, même si l'une et l'autre ne sont guère discutées et ne le seront jamais si on renonce à penser.

Considérons d'abord la légalité de ces frappes. Selon le professeur Mandel, du *Osgoode Hall Law School* de Toronto, spécialisé en droit international, «un secret bien gardé concernant l'attaque des USA et du Royaume-Uni contre l'Afghanistan est qu'elle est clairement illégale, qu'elle viole et le droit international et la lettre de la Charte des Nations unies.» L'article 51 de ce document, explique Mandel, garantit bien le droit de se défendre contre une attaque en cours ou imminente, mais cette mesure est temporaire, elle

a mieux que quiconque rappelé à quel point la nouvelle union sacrée de la civilisation contre la barbarie, qui somme de prendre parti et ne tolère aucune réserve, n'admettra aussi aucune réflexion et devra s'accommoder de tous les sophismes. Reconnaissant que les actions entreprises et celles qui suivront «apparaissent comme le moyen le plus sûr d'embraser plusieurs régions du globe à forte population musulmane» et convenant également que «cette logique est incompréhensible pour des esprits cartésiens», Roy conclut néanmoins que «c'est ainsi»: «éliminer le régime oppressif des talibans



Suite du texte à la page 3

Tous Américains?

Les actes des Américains à l'étranger, nos actes même pour ainsi dire, il est moins que jamais permis de les remettre en cause. Surena Thobani, professeur en études féministes de l'Université de Colombie-Britannique, l'a appris à ses dépens. Le 1^{er} octobre, cette ancienne présidente du Comité national d'action sur le statut de la femme s'est fait rabrouer d'un océan à l'autre, y compris au parlement, parce qu'elle a osé déclarer une évidence fort documentée lors d'une conférence à Ottawa: «Du Chili au Salvador, au Nicaragua et à l'Irak, la piste suivie par la politique étrangère [américaine] est maculée de sang». Or si tant est que l'on tient, avec les bien-pensants, à affirmer que «nous sommes tous Américains», pareils propos apparaissent bien sûr insoutenables parce qu'ils renvoient soudain à notre bonne société une image d'elle-même violemment niée. Comment peut-on permettre, surtout en temps de guerre, qu'une partie de cette identité idéalisée soit niée?

Nous ne pouvons nous trouver en situation d'être barbares puisque «nous sommes tous Américains». Tout est bon pour établir la valeur des civilisés que nous sommes. Ainsi, les jours de prières, les forces militaires auxquelles nous prêtons notre concours ne bombardent pas l'Afghanistan. Elles prennent aussi grand soin de ne pas larguer de bombes sans larguer aussi plusieurs rations alimentaires. Et Donald Rumsfeld, secrétaire à la «défense», s'excuse même à l'avance des morts civiles qu'ils «pourraient causer» avec ces bombardements massifs. Vous voyez?

L'honneur de la civilisation à laquelle nous appartenons est parfaitement sauf. Encore une fois.

Sur le sol afghan, le grondement des explosions, les cyclones de feu, les sifflements de la mitraille, les bruits sourds et terribles provoquent tout de même ce que Clausewitz, le grand théoricien de la guerre, a résumé en une sensation: la «chamade infernale». Un témoin de la première semaine de bombardement: «Les explosions étaient si grandes et si massives que cela ressemblait à un tremblement de terre, à une bombe atomique larguée sur Kaboul.» (*National Post*, 12-10) Et que fait l'ONU, instance supposée voir au règlement juridique de pareilles questions? Elle se révèle impuissante, encore une fois. Ce qui ne l'empêche pas de recevoir, au moment même où sa déficience apparaît encore une fois flagrante, le prix Nobel de la Paix! Ce prix, on s'en souviendra, avait déjà couronné en 1973 Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'État américain dont on connaît désormais le culte de la guerre et son importance dans la poursuite et le développement de conflits, tant au Vietnam, au Laos, au Cambodge, qu'au Chili, en Uruguay, en Argentine ainsi que dans plusieurs autres pays.

Peut-on aujourd'hui mettre en cause la politique étrangère américaine? Guerre oblige, toute discussion de ce type semble bannie de la place publique. Dans la plupart des quotidiens canadiens, même les militants «antimondialisation» passent désormais pour rien de moins que des supporters du terrorisme international.

William «Pit Bull» Johnson est loin d'être seul, hélas, à aller jusqu'à décrire l'inoffensive Naomi Klein, auteur de *No Logo*, comme pervertie par la culture même de ceux que l'on doit combattre aujourd'hui au nom de la Civilisation (*Globe & Mail* 11-10). Cela est presque devenu monnaie courante. Ne pourrait-on pas aussi dire, en si bon chemin, que les José Bové, René Riesel et autres critiques de la mondialisation sont carrément criminels?

Dans pareille situation, qui peut s'étonner qu'un émir arabe qui offre 10 millions \$ aux victimes de la tragédie du 11 septembre tout en regrettant certains aspects de la politique étrangère américaine puisse être rabroué par le maire de New York? Pour le bon maire Giuliani, la critique de l'émir «fait partie du problème». La solution? Le président Bush l'a exprimée lui-même tout de suite après la tragédie: la consommation. «Allez magasiner», a-t-il dit, tout en indiquant qu'il s'occuperait pour sa part de bombardier.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Christopher Hitchens, *Les Crimes de monsieur Kissinger*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2001.

Noam Chomsky, *La guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Marseille/Montréal, Comeau & Nadeau, 2001

René Riesel, *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2000.

Un cadeau venu du ciel?

En ce moment même, certaines personnes pensent avoir ébranlé le capitalisme en lui faisant péter quatre avions à la gueule. Avec toute l'excitation et la paranoïa que l'événement a créé, il est peut-être possible que le résultat inverse se produise.

Car, voyez-vous, la population est publiquement invitée à consommer — on a constaté une pénurie d'armes à feu et de drapeaux étasuniens — deux ingrédients pour le moins explosifs —, la moitié du quartier des affaires de New York est à reconstruire, sans oublier que toute cette destruction et cette mobilisation supposées agir «contre le terrorisme» ont créé énormément d'activité économique. Il faudra bien commander des missiles pour remplacer ceux largués sur l'Afghanistan, question de remplir le carnet de production de quelques compagnies de l'aéronautique. Ébranlé, le capitalisme? Mmm... La bourse va peut-être mal actuellement mais dans le réel, beaucoup d'argent circule, et pas vraiment pour défendre les intérêts de la majorité.

Un exemple? Lorsque Bush a alloué 40 milliards \$ en réaction à cette catastrophe, il a spécifié que désormais, les considérations de sécurité (lire ici le financement de l'armée, de la police et des autres mesures de répression et de contrôle) doivent passer avant le financement de la santé ou de l'éducation. Cette orientation achèvera probablement ce qu'il reste de public dans ces deux secteurs, autre cadeau sur l'autel des investisseurs privés en tous genres.

Les compagnies aériennes? Ça ne va pas bien pour le moment, mais la cent cinquantaine de milliers de mises à pied effectuées permettra sûrement aux actionnaires d'empocher un petit quelque chose à la fin de l'année. Sans oublier les sommes astronomiques demandées par les compagnies d'aviation afin d'assurer LEUR sécurité, et évidemment pas celle des passagers, ni des civils au sol ou de leurs employé-e-s. Les compagnies étasuniennes encaisseront 15 milliards \$ tandis qu'Air Canada, qui réclamait 4 milliards \$ avant de rajuster à 2,5, ne recevra finalement que 100 des 160 millions \$ promis par Ottawa pour aider l'industrie aérienne. Pauvres eux...

On s'en doute un peu, la situation n'est que passagère puisque les gens oublient rapidement. Dans six mois ou moins, tout reviendra à la normale. Et si c'est ainsi que ça se passe, nous serons encore les dindons de la farce qui, en plus, seront passés à la caisse. Certains l'ont payé de leur vie, d'autres de leur emploi mais tous et toutes, nous paierons de nos impôts pour réparer les pots cassés de la mafia dirigeante.

Ce qui inquiète en plus, c'est cette nouvelle position du «monde libre». Ces attentats placent tous les opposants politiques à la mondialisation actuelle du même côté de la clôture que les auteurs des actes du 11 septembre dernier. Et, comme le hasard fait bien les choses, ce mouvement, qu'on ne savait plus trop comment combattre depuis Gênes, fait désormais partie du groupe «contre le monde libre». Y a pas à dire, ces attentats sont réellement un cadeau venu du ciel pour tous les maîtres du monde.

MARTIN PETIT

Conseil pour l'Halloween

Ne mangez pas des avions qui contiennent des lames de rasoir.

Avis public

La sortie de la pensée unique est fermée pour cause de travaux.



COURRIER DES LECTEURS

Coopératisme Une petite histoire qui en dit long

La brève histoire que je vous raconte remonte à la colonisation du Nord-Ouest de l'Abitibi en 1933. Le village de Sainte-Anne-de-Roque-
maure (à 20 minutes de La Sarre) fut incubateur du principe de développement coopératif suite à un difficile contexte de colonisation. Avec l'aide du clergé de l'époque, les gens ont décidé de se prendre en charge pour assurer leur propre avenir. Comme quoi il y a mieux à faire que d'attendre l'installation d'une succursale de l'oncle Sam!

Les premiers habitants devinrent vite coopérants puisque l'idée a débouché sur un syndicat coopératif, une caisse populaire, un syndicat de travail, un chantier coopératif, un syndicat de téléphone et une coopérative d'habitation. Je ne parle pas ici de Guyenne, cet autre village abitibien qui a vécu le coopératisme à l'extrême et qui a assumé son surnom de «petite Russie» en nommant le journal local... *La Pravda!*

Conséquences de ces projets à Roquemaure, l'esprit d'entraide et la fraternité augmentèrent et les temps durs passèrent avec moins de peine puisque chacun savait mettre l'épaule à la roue dans un élan collectif. Cela amena aussi les gens à développer un bon sens critique puisqu'ils savaient que leur opinion comptait.

En fait, Roquemaure était à l'avant-garde par son coopératisme (mais certes pas pour la place de la femme) avec la première coopérative de consommation du Québec en 1935 (syndicat coopératif), et a été un haut-lieu du développement des chantiers coopératifs en pays québécois. La transmission de ces valeurs aux jeunes a manqué, et la suspension des contrats de coupe aux chantiers coopératifs par la Canadian International of Paper (CIP), craignant l'ampleur du mouvement, a frappé fort, obligeant plusieurs à s'improviser agriculteurs.

La population, beaucoup moins nombreuse qu'avant (450 habitants), ne serait peut-être pas prête à tenter de nouveau l'expérience coopérative, selon le maire actuel. Les vieux coopérants meurent présentement avec un trésor historique, et c'est dommage! Le manque de promoteurs pour démarrer des industries de transformation en Abitibi pourrait-il déboucher sur la création de coopératives formées par des travailleurs en mal de gagne-pain? L'idée est lancée!

Guillaume Beaulieu

N.D.L.R.: Le journaliste Michel Morin dévoilait récemment que les taux d'intérêt de notre soi-disant caisse populaire et bien-aimée Desjardins, dont les principes coopératifs sont bien connus, chargeait des taux d'intérêt fixes équivalant à presque le double de ceux des banques pour les prêts de moins de 5000\$. Les principes du coopératisme se perdent, il n'y a pas de doute. GrrrREERrrr, dites-vous? (Radio-Canada, téléjournal de 18 heures, semaine du 14 octobre 2001)

Lettre ouverte à George W. Bush

Monsieur le Président,

Vous ne me connaissez pas et n'aurez probablement jamais ce plaisir. Néanmoins, je prends la liberté (n'est-ce pas précisément ce que vous défendez?) de vous écrire

parce que je crois que chacun a le devoir de s'exprimer haut et fort en ce moment [...].

Tout d'abord, je veux que vous sachiez combien le Québec tout entier est profondément affligé par les attaques brutales et sanglantes qui ont frappé New York et Washington en septembre dernier. Nous aimons les États-Unis plus que vous ne pouvez l'imaginer: nos rues sont sillonnées de clones de Britney Spears et de Léonardo DiCaprio, et nos cinémas sont remplis de merde hollywoodienne; nous sommes capables, tout comme vous, d'ingurgiter du «McDo» sans trop souffrir d'indigestion; nous adorons regarder les sports à la télé en mangeant des chips et en buvant de la bière; «New York, New York» est au répertoire de tous les crooners de la province, et nous nous pressons aux concerts des chanteurs américains tels Brian Adams et Céline Dion. Bref, nous sommes aussi Américains qu'il est possible de l'être sans savoir l'espagnol.

Cependant, le fait d'être vos voisins admiratifs – et même serviles – ne nous rend pas aveugles: nous pouvons constater chaque jour les effets de la soi-disant «mondialisation» et du type de «liberté et démocratie» dont vous faites la promotion. La semaine dernière encore, l'une de vos plus grandes entreprises, *General Motors*, nous annonçait qu'après avoir empoché des centaines de millions de l'argent des contribuables québécois et après avoir engrangé de juteux profits chez nous depuis des années, elle s'appêtait à fermer son usine de Boisbriand, près de Montréal – autrement dit, elle nous prévient gentiment qu'elle va filer avec la caisse. Des milliers de travailleurs vont perdre leur emploi et Boisbriand deviendra une autre Flint (Michigan), une petite ville industrielle en ruines avec ses jeunes sur le crack, ses extrémistes de droite poseurs de bombe et ses ex-employés de GM en prison. Pour autant que je puisse en juger, la liberté est à vos yeux un privilège accordé aux riches et aux puissants, qui leur permet de prendre l'argent des autres et de s'en tirer sans heurt, tandis que la démocratie est une obligation pour les gens ordinaires de payer en souriant et en disant merci.

Parlez-nous encore de liberté et de démocratie, monsieur le Président, il y a des choses que nous persistons à ne pas comprendre. Par exemple, quand votre papa a entrepris la Guerre du Golfe, lui aussi parlait de liberté et de démocratie, en jurant d'affranchir le Koweït de la dictature du gros méchant Saddam Hussein. Mais il n'a jamais parlé de débarrasser les Irakiens de ce même Saddam, ni de libérer les Koweïtiens de leurs émirs – qui ne sont pas précisément non plus les champions de la liberté et de la démocratie au Moyen-Orient. Votre papa – de même que l'homme qui lui a succédé à la Maison-Blanche – a plutôt choisi d'imposer un terrible embargo à l'Irak, lequel a tué à ce jour quelques 500 000 enfants irakiens innocents. Saddam Hussein est toujours en place, aussi aimerais-je savoir au juste qui a gagné la Guerre du Golfe, et en quoi ce conflit a vu le triomphe des valeurs que vous prétendez défendre et chérir? [...]

À propos, vous souvenez-vous de Bhopal, en Inde? L'entreprise coupable était *Union Carbide*, une entreprise née aux États-Unis, et les morts innocents se comptaient par dizaines de milliers: allez demander aux proches des vic-

times pourquoi ils ne sont pas les plus grands adorateurs de l'Amérique. *Union Carbide* a été condamnée à verser des milliards de dollars en compensation, mais les victimes et leur famille n'ont jamais vu la couleur de cet argent, et Washington n'a absolument rien fait pour corriger la situation. Et si le désastre était survenu en Pennsylvanie? À vos yeux, les intérêts américains sont les intérêts de la planète – point final. Et vous vous demandez encore pourquoi certains peuples du monde ne vous aiment pas beaucoup?

Salutations
Sam d'Émanches

À nos gouvernants

«Nous étions tous Américains» après les attentats terroristes. Aujourd'hui nous sommes Afghans. Nous avons eu de la compassion pour les familles et les amis des victimes américaines. Mais en présence de cette escalade de violence, nous ne pouvons pas être solidaires de la vengeance meurtrière. Loin des caméras de télévision, des Afghans meurent.

Nous ne sommes pas dupes. Vous ne pouvez pas nous berner avec vos discours simplistes. Les hommes ne se divisent pas en bons et en méchants. Nous ne soutenons pas cette «guerre au terrorisme». La guerre n'est pas plus légitime ou moins barbare que le terrorisme. Face à la réalité de la mort, la distinction s'estompe.

Les innocents n'ont pas commencé à mourir le 11 septembre. Dans l'indifférence et l'anonymat, des millions de gens ont disparu à la suite de massacres, de purges et d'exactions orchestrés par les grandes puissances à Cuba, à Haïti, au Nicaragua, au Chili, en Argentine, en Palestine, au Liban, en Égypte, en Iran, en Irak, au Pakistan, au Laos, en Indonésie et, bien entendu, au Vietnam. La liste est sans fin.

Vos mains, comme les nôtres, sont tachées de sang. Par nos actions mais également par notre inaction devant la souffrance et l'injustice, nous nous rendons complices de l'oppression.

[...] Le discours dominant prend la forme d'une vérité révélée qui exclut la possibilité même de penser autrement. L'opinion publique est prise en otage. Critiquer c'est trahir le monde libre; «êtes-vous avec nous ou contre nous?» (G. W. Bush). Rechercher les origines complexes des attentats du mois dernier équivalait à mettre en doute l'intégrité de la démocratie et flirter avec l'ennemi!

Devant les opérations menées actuellement, nous ne nous sentons pas Américains, ni Canadiens, ni même Québécois. Nous nous réclamons plutôt d'une communauté véritablement pluraliste. Nous souhaitons une trêve des hostilités et le recours à la justice internationale. Nous demandons l'amorce d'un dialogue, un temps de réflexion, de remise en question.

Katja Valois, Kim Soo Landry et
Louis-Philippe Blanchette

Écrivez-nous!

Le *Couac* publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: Le *Couac*, CP. 129 Succ. De Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

Vous avez entre les mains le 50^e numéro du *Couac*!

Un peu plus de quatre ans après son premier numéro, *Le Couac* célèbre en effet ce mois-ci ses noces d'or! Quand on connaît les dures contraintes qui pèsent sur la production des journaux alternatifs, cela équivalait certainement à 50 années de devoirs conjugaux...

Vous avez aussi au bout du clavier le nouveau site web du *Couac*!

Et ce n'est pas parce qu'on a 50 numéros à notre actif qu'on est assis sur nos lauriers. À preuve, nous profitons de cet anniversaire pour lancer officiellement notre site web que vous pouvez consulter dès maintenant au www.lecouac.org

Vous y trouverez des textes du numéro courant ainsi que plusieurs articles d'anciens numéros classés à la fois par date de parution et par auteur. Il y a aussi de nombreux liens commentés ainsi qu'une section de brèves où vous pouvez même nous envoyer vos phrases assassines sur la beise ambiante.

N'hésitez donc pas à refiler cette adresse à vos amis (une commande du site permet de le faire) pour continuer de tisser ensemble le réseau de résistance à la propagande des médias corporatifs.

► PLOGUES

Bacon à la télé

Le 12 novembre à 20 heures, Télé-Québec diffusera *Bacon*, le film de Hugo Latulippe sur l'industrie porcine au Québec. À voir absolument pour constater comment le rouleau compresseur du capitalisme, en plus de ravager l'environnement, dépossède les citoyens de leur pouvoir décisionnel sur l'aménagement du territoire qu'ils habitent. La diffusion de ce documentaire sera suivie d'un débat.

Party bénéfice

Le samedi 17 novembre à 21 heures se tiendra à la Casa Obscura (4381 Papineau, entre Marie-Anne et Mont-Royal) un party bénéfice pour financer le montage du film «Le Gambit du Fou» de notre collaborateur Bruno Dubuc. Enquête fictive à travers différents groupes de militants québécois bien réels, ce docu-fiction culmine dans le décor hollywoodien du Sommet des Amériques à Québec. Les amis musiciens du réalisateur animeront les premières heures de la soirée, puis la danse et la consommation d'alcool seront encouragées puisque l'entrée est gratuite...

Ao! de retour

La revue *Ao! Espaces de la parole* renaît de ses cendres après une interruption de quelques mois. Au menu: critique sociale, analyse libertaire et création littéraire. Le prochain numéro contiendra un dossier sur l'environnement. Abonnement: 15\$ pour 3 numéros. Site ouaibe: www.ao.qc.ca/

Une œuvre hors du commun

Le 4 décembre à 19 h, la Cinémathèque présente *La Commune* (Paris, 1871) de Peter Watkins. En 1871, tandis qu'un journaliste de la Télévision versaillaise diffuse une information lénifiante et tronquée, se crée une Télévision communale, émanation du peuple de Paris insurgé. Plus de 200 acteurs interprètent les personnages de la Commune pour raconter leurs propres interrogations sur les réformes sociales et politiques contemporaines.

Deuxième partie mercredi 5 décembre à 19 h. Chaque partie a beau faire près de 3 heures, voir l'ensemble du film constitue une expérience humaine et cinématographique unique.

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: *Le Couac*

CP. 129 Succ. De Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: *Le Couac*.



- Abonnement d'un an: 28\$ + taxes = **32,20\$**
- Abonnement de deux ans: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 220\$ + taxes = **253,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: **46\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

CP. 129 Succ. De Lorimier,
Montréal, Québec, H2H 2N6
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599



Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs de ce numéros: Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc et François Patenaude

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Thomas Déri, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, David Le Doyen, Michelle Leshier, Jean-François Nadeau, François Patenaude, Martin Petit, Aude Ribis, Michel Rioux, Marco Silvestro.

Illustrations: Boris, Charb, Francis Dupuis-Déri, Filio, Luc Giard, Luz, Serge Ferrand.

Graphisme: Marguerite Binette

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: Catherine Desgagnés au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



Les fruits pourris du bouchardisme

Pauvre Bernard Landry, qui récolte les fruits pourris du bouchardisme: le rapport Larose et les élections partielles! Comble de malheur, les grands projets économiques du premier ministre s'effondrent comme les tours jumelles de New York. Le ralentissement, pour ne pas dire la récession, bloque l'essor technologique de Montréal.

D'abord le rapport Larose, qui avait été commandé par Lucien Bouchard. Ce document est une honte. Verbeux, mal pensé, il suinte la prétention et l'aveuglement de son — ou ses — auteurs. Avec une suffisance sans pareille, on écarte du revers de la main l'apport essentiel de la démographie au débat sur la langue. Cela permet de ne tenir aucun compte de la très inquiétante tendance à la minorisation des francophones à Montréal. Pour toute explication, une pirouette: Larose, reprenant un des thèmes préférés des antiquébécois, affirme que la société québécoise est « frileuse ».

Délirant de « *political correctness* », le rapport affirme que les Anglo-Québécois acceptent maintenant le français comme langue commune au Québec. C'est à croire que les commissaires des états généraux de la langue française — quel titre ridicule! — ne vont jamais à l'ouest de la rue University, et surtout pas à Westmount où le boulevard René-Lévesque s'appelle encore Dorchester, ni à Côte-Saint-Luc où plusieurs des rares francophones s'anglicisent pour survivre.

Cette prétendue évolution des attitudes angloquébécoises a

été contredite le 27 août lorsque Jack Jedwab, professeur à McGill, a divulgué une étude de l'Institut Missisquoi montrant qu'il n'y a pas eu une « évolution significative des attitudes et des opinions des Québécois anglophones ».

Bible bonne-ententiste, le rapport Larose compte 285 pages et contient 149 recommandations. Le gouvernement, devant ce fouillis, pourra n'en faire qu'à sa tête. Or rien n'indique que dans les hautes sphères du pouvoir, on aborde avec l'indispensable rigueur la question linguistique. Cette rigueur est plutôt le fait des militants de Montréal-Centre, dont le « *bunker* » tient à se démarquer.

Faisant diversion, le rapport Larose nous entraîne sur deux voies d'évitement: le fastidieux débat sur la citoyenneté, qui apparaît ici comme un succédané de la souveraineté, et la question de la qualité de la langue, question importante mais qui a peu à voir avec celle qui avait été confiée aux « états généraux », c'est-à-dire le statut du français.

Les partielles

La perte de Jonquière et Laviolette. L'effondrement du vote péquiste dans Blainville — malgré la brillante candidature de Richard Legendre — et dans Labelle. Les faux souverainistes comme l'ancien ministre Claude Charron se sont empressés de proclamer que la perspective d'un référendum sur la souveraineté était « un boulet aux pieds » de Bernard Landry. Celui-ci a d'abord hésité, comme s'il oubliait que le parti québécois n'a pas d'autre raison d'être que la souveraineté, puis

il a semblé se raviser. On peut souhaiter qu'il se remette du choc et redouble ses efforts de promotion de l'émancipation nationale, plutôt que d'imiter Lucien Bouchard et d'attendre que le salut tombe du ciel.

La mise en veilleuse de l'option serait une solution de facilité. Elle ne tiendrait pas compte du devoir de ténacité et de détermination qui est le lot des souverainistes. Après les autres mesures de temporisation qui ont marqué les vingt-cinq dernières années, elle ferait reculer la cause dans l'opinion.

Un remaniement ?

Selon les journaux, le premier ministre souhaitait remanier le conseil des ministres. Or, disent les chroniqueurs, les cinq ministres destinés à redevenir simples députés ont menacé de démissionner, ce qui, à défaut d'élections générales, provoquerait des partielles. De quoi semer la panique au « *bunker* »!

J'ai peine à croire que Louise Beaudoin, Paul Bégin, Jacques Brassard, Guy Chevette et David Cliche aient sombré si bas dans le carriérisme. Pareil chantage révélerait que le goût du pouvoir a supplanté la volonté de servir. Le député, élu du peuple, est le garant de notre démocratie.

Le ministre n'est l'élu que d'un seul homme, selon son bon plaisir. Céder devant cette menace, si menace il y a, serait, pour le premier ministre, un déplorable aveu de faiblesse.

Les temps sont durs. L'heure n'est pas à la mollesse.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

C'est lui qui le dit...

Brutalité policière

Gilles Masse, ancien policier, a été président de la Fraternité des policiers de 1976 à 1981. Il porte maintenant plainte devant le Comité de déontologie policière parce qu'il dit avoir été victime d'actes de brutalité commis par des policiers de la Ville de Montréal (La Presse 15-10). L'histoire? Le soir du 4 octobre, à Montréal, il a reculé sa voiture qui était stationnée, a heurté un poteau métallique qui est allé fracasser la vitrine d'un commerce, ce qui a déclenché le système d'alarme. Six policiers sont intervenus et après une brève discussion, ils décident de conduire Gilles Masse au poste pour qu'il passe au détecteur d'alcool. La technicienne en ivressomètre conclut que le taux d'alcool dans le sang de G. Masse est bien en-dessous de la limite permise et qu'il peut être relâché. Le problème, c'est que Gilles Masse a trouvé la balade avec les policiers un peu déplaisante: « Je leur disais de faire attention, que j'étais blessé à une épaule, mais ils continuaient à me bousculer. L'un d'eux faisait exprès pour serrer les menottes », relate-t-il. Le trajet jusqu'au poste s'est passé « au fond du véhicule, la face contre le plancher ».

Comme l'enquête n'est pas encore conclue, reste à savoir qui dit vrai et ces policiers sont pour l'instant présumés innocents. Mais cette histoire en révèle déjà beaucoup sur l'esprit qui règne au sein du corps policier. Ainsi, que sous-entend « cette fois » lorsque G. Masse, qui a été policier pendant 26 ans, dit: « Cette fois, l'omertà des policiers, ça marchera pas. Parmi ceux qui sont impliqués, il y en a qui ne se connaissaient pas et ils ne défendront sûrement pas des moutons noirs. »

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Couille

Slogan de Vision Montréal: « Les mêmes services et plus encore ». Y'a une couille, pardon une coquille. Il manque un mot. Les mêmes coupures de services et plus encore.

ISO 9004

« Par respect pour le jour de prière musulman, Washington suspend ses frappes pour 24 heures. » (Le Devoir 14-10) À quand la semaine de 35 heures?

Militantisme omnivore

Le 26 septembre se tenait à Edmonton les premières séances du procès de trois militants pour le moins originaux. Ils font partie de la Edmonton Edible Ballot Society, dont les membres mangent leur bulletin de vote pour protester contre une forme de représentation politique vide de sens. Alors que plus d'une centaine d'entre eux ont mangé leur bulletin lors des dernières élections fédérales, trois ont été accusés par Élections Canada de détérioration de matériel électoral, en vertu des articles 167(2)a) et 489(3)e) de la Loi électorale canadienne. Ces articles concernent la destruction, par un tiers, du bulletin de vote d'un électeur, mais Élections Canada a — spécifiquement pour cette cause — élargi leur portée pour y inclure la destruction par un électeur de son propre bulletin de vote. Cet acte est passible d'un maximum de cinq ans de prison ou de 5000\$ d'amende.

Un des accusés a fait frire son bulletin, une autre l'a dilué dans du lait de soya et des fruits avant de le boire, tandis que le dernier l'a mangé cru.

M.S.



Argent propre

Entendu à la télé (20-10), à propos d'un membre des Hell's Angels: « Pour blanchir son argent, il avait ouvert une buanderie! ».



Thanatocratie

Suite de la page 1

ne vaut que jusqu'au moment où le Conseil de sécurité aura fait ce qu'il faut pour assurer la paix internationale et la sécurité. Or, le Conseil de sécurité a bien passé deux résolutions depuis le 11 septembre, mais aucune n'approuve le recours à la force militaire et encore moins à son déploiement unilatéral.

Quoi qu'il en soit, il est certainement absurde et immoral de bombarder des populations pour cette seule raison qu'elles habitent des pays soupçonnés d'abriter des terroristes — voire qui en abritent. Sinon, il aurait été souhaitable et moral de bombarder le Montana si on avait soupçonné cet État d'abriter les milices auxquelles appartenait T. McVeigh. Il serait légitime pour Cuba de bombarder Miami. Il aurait été, voire serait, toujours légitime de bombarder l'Irlande, Boston et bien d'autres endroits respectables — et pourquoi pas Montréal.

Notre refus de raisonner n'a en ce moment d'égal que notre amnésie collective et notre incapacité à replacer les faits dans des contextes significatifs. Considérez par exemple ce que rappelait cette semaine Noam Chomsky: « Il y a vingt ans, les États-Unis ont lancé une guerre contre le Nicaragua. Ce fut une guerre terrible, causant des dizaines de milliers de morts et détruisant pratiquement tout le pays. Le Nicaragua n'a pas réagi en lançant des bombes sur Washington. Il s'est présenté devant la Cour internationale de Justice qui a rendu un jugement en sa faveur [le 27 juin 1986] et demandé que les États-Unis cessent leur recours illégal à la force — et donc au terrorisme — et paient des dédommagements substantiels. La réaction américaine à ce jugement a été de n'en tenir aucun compte et au

contraire d'augmenter encore plus les attaques contre le Nicaragua, qui se présenta alors devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Ce dernier vota une résolution demandant que tous les pays respectent le droit international, sans mentionner qui que ce soit mais chacun sachant bien que les États-Unis étaient visés par cette mesure. Ceux-ci exercèrent leur droit de veto contre cette résolution. Le Nicaragua alla donc finalement devant l'Assemblée générale qui adopta, deux années de suite, une résolution similaire, résolution contre laquelle votèrent les États-Unis et Israël. [...] Bien entendu, les États-Unis sont un pays très puissant. S'ils s'opposent à la poursuite de moyens légaux, il est impossible de s'engager dans cette voie. Mais d'un autre côté, si les États-Unis décident de passer par des moyens légaux, personne ne s'y opposerait — en fait, tout le monde les appuierait ».

Le recours à des moyens légaux, en ce cas précis, signifierait notamment de passer par le Conseil de sécurité des Nations unies auquel seraient soumises les preuves disponibles et toutes les évidences rassemblées. Mais, ici encore, cela ne garantit pas que la norme du droit serait suivie. Haïti le sait bien. Elle a établi qu'Emmanuel Constant comptait au nombre des dirigeants des forces paramilitaires qui ont tué des milliers de civils dans ce pays durant les années de junte militaire du début des années 90: mais les États-Unis ont refusé de le livrer. Et pourtant, malgré ce déplorable comportement d'État voyou, qui peut soutenir qu'il est en ce moment préférable pour la paix dans le monde que les États-Unis puissent décider

seuls de rejeter l'offre présentée aujourd'hui même par les talibans de livrer ben Laden à un pays neutre et de continuer à bombarder l'Afghanistan? Qui soutiendra que cette voie-là est préférable à celle du droit international?

Mais il y a hélas pire encore. Dans l'imédiat, le sort des populations civiles afghanes qui souffrent et souffriront de la famine doit figurer au sommet de nos priorités. Les largages de nourriture ne doivent pas faire illusion. *Médecins sans frontières* exprimait un point de vue largement répandu — à ma connaissance unanimement admis — parmi les gens informés en affirmant que ces parachutages étaient « de valeur négligeable » et même « potentiellement dangereux ». Même en ne tenant pas compte de tant de facteurs cruciaux sur lesquels toutes les ONG ont attiré l'attention — le pays est effroyablement miné, la nourriture est confisquée et ainsi de suite — un simple calcul en convaincra. Alors que 40 milliards de dollars ont été débloqués par le gouvernement américain pour mener les frappes en Afghanistan, 324 millions de dollars ont été attribués à ce programme de parachutage de vivres. On a, semble-t-il, largué quelque 37 500 rations par jour lors de la première semaine des frappes. Chaque ration, qui donne de la nourriture pour une journée à une personne, coûte — transport non compris! — 4,25 \$. Or il y a vraisemblablement 3 millions de personnes qui risquent la famine. La sordide comptabilité est facile à faire. Au moment où l'hiver approche, que les frontières des pays voisins et notamment du Pakistan ont été fermées à la demande des États-Unis, le risque est bien réel que le nombre de victimes innocentes de cette intervention militaire sera tellement énorme qu'on ne peut y songer sans frémir.

Sous le titre « Nourrir et informer », Mario Roy, en éditorial du 9 octobre

2001, vante pourtant le programme d'information (parachutage de postes de radio) et le programme humanitaire (parachutage de vivres) mis en place par les États-Unis. Il n'est pas le seul, loin de là, et nous sommes en ce moment témoins et sujets d'une campagne de propagande et de relations publiques de très haut niveau.

La pauvreté de la pensée est en ce moment remarquable. Loin d'ouvrir un espace de discussion à la fois pluriel et producteur de sens, les médias se contentent largement de commenter en les paraphrasant les décisions prises par les puissants. À l'élargissement du débat se substitue alors ce qu'on eût appelé, dans l'URSS des années cinquante, la ligne du parti. Pensez-y: quand, de la bouche des commentateurs, éditorialistes, intellectuels et autres experts patentés et autorisés — à peu près toujours les mêmes au demeurant — avez-vous entendu sérieusement articuler une position encourageant la réflexion vers d'autres avenues que celle adoptée par les Maîtres? Quand a-t-on simplement évoqué la possibilité d'une réaction qui ne soit pas le bombardement de civils? Quand, pour ces civils, a-t-on demandé que l'on *give peace a chance* en arguant de manière convaincante que cela était possible et souhaitable? Sur cette lancée, bien d'autres questions viennent à l'esprit et je n'abuserai pas de votre patience en les formulant toutes.

La situation dans laquelle nous nous trouvons en ce moment est bien connue des militants. Si l'ennemi est énorme et pèse de tout le poids des institutions dominantes, le cours des événements à venir dépend pourtant toujours en partie de nous, de notre volonté d'agir, de parler, d'expliquer et de convaincre.

À plus tard, dans une manif....

RAYMOND-LA-SCIENCE



ATTAQUES CONTRE L'AFGHANISTAN



Le Couac, novembre 2001, page 4



Merdre !

Depuis la libération de la journaliste britannique Yvonne Ridley par les talibans, la direction de Radio-Canada ne voit plus l'intérêt de dépêcher Denise Bombardier en Afghanistan.

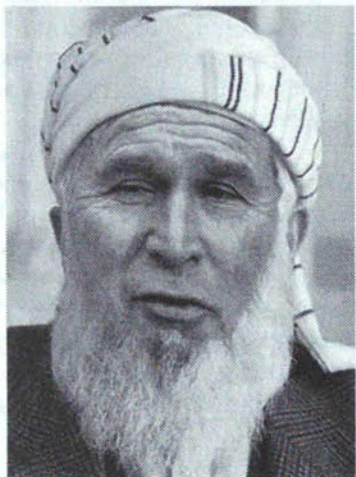
FBI

Avec 4 000 agents du FBI au travail, on devrait bientôt savoir qui a tué John-F. Kennedy.

Oussama, George et Dieu

Depuis les attentats du 11 septembre, tant George W. Laden que Oussama ben Bush ont affirmé que Dieu combattait à leurs côtés. Intéressé à en savoir plus sur le sujet, l'équipe du *Couac* a tenté de contacter le principal intéressé. Malheureusement, Dieu n'a pu nous répondre, sa secrétaire nous avisant qu'il était occupé à repeindre l'étoile du Berger endommagée par les gaz à effets de serre.

F.P.



Le leader

Le leader, c'est le titre d'un éditorial de Mario Roy sur Tony Blair (*La Presse* 5-10). « Tony Blair a tout de suite manifesté son leadership, et adopté une position juste, posée et rassurante. Un appui total aux États-Unis. » Blair a proposé de « ne plus absoudre les dictatures et les atteintes aux droits fondamentaux; ne plus tolérer les gouvernements inefficaces et la corruption. »

Le lendemain 16 octobre, *La Presse* titrait, en page A3, « Blair s'engage à aider le régime militaire pakistanais en retour de son appui ». Une dictature dirigée par des militaires corrompus qui ont usurpé le pouvoir par un coup d'État.

Kontrol Kamarad

Que restera-t-il de la liberté dans les démocraties capitalistes, à part voter pour un fantôme une fois tous les quatre ans lors d'élections truquées, lorsque l'ensemble des communications et des médias seront contrôlés par une police omnipotente, au service d'une poignée de dynasties familiales et monarchiques, à la tête des multinationales exploitant la main-d'œuvre et les richesses naturelles mondiales? Nous nous dirigeons vers une société cybernétique calquée sur les romans de science-fiction les plus pessimistes. Une société où tous les citoyens seront fichés, et sous surveillance constante, pour éviter qu'ils travaillent au noir, fument du pot, du tabac, ou manifestent pacifiquement en temps de « guerre appréhendée ».

À une journaliste qui lui demandait lors de sa conférence de presse sur les frappes militaires en Afghanistan: « À part les individus dont les photos sont parues dans les médias, qui recherchons-nous? » Sous-entendu, pourquoi entrer en guerre contre des pays, si nous cherchons une poignée d'individus? Dubya Bush a répondu: « Il faut dénoncer tous les suspects, les citoyens doivent être vigilants. Par exemple, si je voyais un individu suspect rôder autour d'installations pétrolières (l'obsession pétrolière texane) ou près d'un édifice gouvernemental, je me dépêcherais d'appeler le FBI. Et j'espère que tous les citoyens feraient de même. » *God bless America!*



Nous, les gueux...

C'est reparti comme pendant la Guerre du Golfe ou l'intervention au Kosovo: les journaux et la télé nous farcissent avec des reportages sur le piètre état de l'armée canadienne ou le manque de moyens de « nos » services de renseignement. Pour chaque reportage, le même scénario: quelques chiffres alarmants et surtout des dates choc (ah! Que nos avions sont vieux et démodés!) et des entrevues avec des militaires et des spécialistes plutôt inquiets et déprimés. Nous sommes un pays de gueux, nous devrions avoir honte... Mais vous remarquerez: jamais la parole n'est donnée lors de ces reportages à des pacifistes comme le porte-parole des Artistes pour la paix, par exemple. Ce sont pourtant, eux aussi, des spécialistes de la question. Aurait-on peur qu'ils ne marchent pas au pas?

MOHAMED SMITH-GAGNON

We love you

George W. Bush a dit, le 6 octobre dernier « Nous offrons notre aide et notre amitié au peuple afghan ». Aux dernières nouvelles, les Afghans trouvent cette amitié lourde à porter.

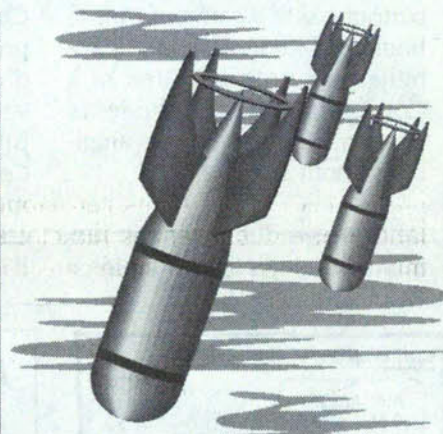
Effort de guerre

Aux États-Unis, la consommation génère les 2/3 du produit intérieur brut. Devant la crainte d'une récession, le gouvernement américain a décidé de récompenser tout citoyen qui stimulera l'économie par ses dépenses. Au nombre des honneurs: le certificat Mc Brave soulignera l'achat du centième Big Mac, la légion d'honneur Wal-Mart récompensera le millième dollar d'achat au chic magasin à escomptes et la médaille GM honorera les soldats de l'économie qui se sont achetés une deuxième voiture.

GÉRONIMO TREMBLAY

Disparition tragique

Depuis les attentats du 11 septembre, l'article un de la constitution américaine, « la poursuite du bonheur », est porté disparu.



GEORGE COLIN



GEORGE COLIN



Une leçon de capitalisme

Plus de 250 tonnes de « preuves matérielles » du World Trade Center ont été volées sur le site de Ground zero. (*The New York Post* 28-9) Des associés des cinq bandes mafieuses de la région de New York, déjà impliqués dans la corruption entourant le ramassage des déchets, ont détourné plusieurs camions de débris vers trois cours de scrap du New Jersey pour récupérer les métaux. Certaines pièces pesaient jusqu'à 800 livres. Compte tenu que 100 livres de métaux usagés valent 1,60\$, l'opération aurait rapporté 15 000\$ pour les 250 tonnes. L'histoire ne dit pas si les restes des victimes chargés avec les débris métalliques ont été détournés vers les usines de pepperoni du cartel capitaliste. Il n'y a pas de petits profits.

L'autre tragédie

Le monde occidental a été secoué par les attentats terroristes contre les États-Unis le 11 septembre dernier. Un peu partout en Amérique du Nord, on s'est bien défendu d'accorder plus d'importance aux vies américaines qu'aux autres vies humaines. N'empêche que plusieurs milliers d'enfants sont morts de faim dans le monde ce jour-là, comme tous les autres jours de l'année. Presque personne ne s'en est scandalisé, surtout pas les grosses vedettes américaines qui sont venues à la télé nous montrer leurs yeux rougis et leurs voix éraillées d'avoir trop pleuré. *God Bless America*: il semblerait que Dieu reconnaît les siens à la grosseur de leur portefeuille plutôt qu'au gonflement de leur estomac.



Anthrax : respirons par le nez

Terrorisme : Ottawa donne plus de pouvoirs à la police, titre *La Presse*. (15-10) Avec cette loi antiterrorisme, la population civile canadienne est davantage menacée par l'abus de pouvoir et la bêtise policière, que par la maladie du charbon. Au moment d'écrire ces lignes, on a recensé six cas d'*anthrax* aux États-Unis, sur 250 millions de personnes, et 2 300 fausses alertes. Au Canada, seulement des fausses alertes... « Au Québec, on peut dire que l'on court moins de risque individuellement d'être victime de pareils actes que d'être victime d'un accident automobile », dit le ministre de la Sécurité publique *Sergent Ménard*. Selon la loi des probabilités, un citoyen court beaucoup plus de risques d'être victime des flics, que d'attraper l'*anthrax*. L'actualité nous fournit justement deux beaux exemples d'abus de pouvoir, de manque de discernement, de violence, et d'incompétence policière sur fond de bêtise.

Allons-y d'abord pour le manque de discernement, la violence, et l'abus de pouvoir. Gilles Masse, l'ancien président de la Fraternité des policiers de la CUM (1976-81) s'est fait brutaliser et traité comme un chien par six jeunes flics, lors d'une arrestation musclée, pour un accrochage mineur (voir le texte « Brutalité policière » en page 3).

La bêtise maintenant. Un citoyen de Saint-Eustache reçoit une enveloppe publicitaire sur laquelle on peut lire « Prenez une grande respiration avant d'ouvrir cette lettre ». La cervelle ramollie par les alarmistes qui infestent les médias, cette victime de *junk mail* a paniqué et appelé les flics locaux à la rescousse. Pas plus braves, ceux-ci ont remis l'enveloppe au laboratoire des sciences judiciaires du ministère de la Justice situé dans l'édifice Parthenais. Les spécialistes ont chié dans leur froc. On présume que les plus hautes autorités de la Sureté du Québec ont aussi fait des traces de brake dans leurs bobettes, puisque quelqu'un en haut-lieu a pris la décision précipitée de procéder à l'évacuation de tout l'édifice et d'établir un périmètre de sécurité autour. Le tout s'est

terminé après plusieurs heures, quand un enquêteur a pris la peine de téléphoner à l'expéditeur de la lettre suspecte, qui a confirmé la présence de matériel publicitaire dans l'enveloppe. (*Le Devoir* 12-10, *La Presse* 13-10)

Quand va-t-on décerner une médaille après ce flic débrouillard ? Je vois d'ici *Sergent Ménard* lui épingle la chose enrubannée sur la poitrine en déclarant solennellement : « Je vous décore aujourd'hui de la Croix d'honneur de la Tête à Papineau pour avoir fait preuve d'une intelligence exceptionnelle pour un policier. Alors que tous vos confrères étaient en état de panique incontrôlée, vous avez pensé à lire l'adresse de l'expéditeur, trouvé ses coordonnées après une longue enquête dans les Pages Jaunes, décroché le combiné du téléphone au péril de votre vie, et avec un sang-froid remarquable, procédé à son interrogatoire. Par ce geste courageux, vous avez évité l'escalade de la panique et l'évacuation d'urgence de tout un quartier d'innocentes victimes potentielles en plein cœur de Montréal. Une mesure d'urgence qui aurait risqué de paralyser tragiquement la circulation à l'heure de pointe aux abords du pont Jacques-Cartier. »

La définition du terrorisme sera calquée sur celle de la Grande-Bretagne, un royaume qui en connaît un bout sur les guerres religieuses, la répression des manifestations publiques des peuples colonisés et la révolte des classes populaires exploitées dans des *sweat shops*. Un acte terroriste sera « tout acte commis au nom d'une cause politique religieuse ou idéologique en vue d'intimider la population ou de contraindre une personne ou un gouvernement à accomplir un acte. »

La loi donnera donc aux policiers le pouvoir d'arrêter un citoyen s'il ont des « motifs raisonnables » de croire qu'un « acte peut-être commis au nom d'une cause pour contraindre le gouvernement à accomplir un acte »... Ça laisse pas mal de place à l'imagination. Et les flics en débordent,

à défaut de compétence et d'intelligence. « L'activité doit avoir des motifs grave : comme compromettre la sécurité de la population, ou perturber gravement des services publics. » Un flic pourrait par exemple avoir des motifs raisonnables de croire qu'un citoyen a l'intention de perturber la circulation aux abords du pont Jacques-Cartier à l'heure de pointe en envoyant une enveloppe sur laquelle est écrite une phrase suspecte. Ou encore, croire qu'un autre a l'intention d'organiser une manifestation pacifique « illégale » qui viserait à « déstabiliser » le gouvernement pour le « contraindre » à retirer les soldats canadiens d'une guerre injustifiée ; ou encore, contester une loi antiterrorisme qui piétine les libertés fondamentales. Il y a aussi une clause qui exclut explicitement les manifestations légales. Mais comme ce sont les mêmes « décideurs » qui envoient les soldats à la guerre, votent les lois contestées et décident si une manifestation est légale ou non...

Des flics qui paniquent en lisant, « Prenez une grande respiration », ou qui ne sont pas capables de faire la différence entre un vieillard malade et un criminel en état d'ébriété seront-ils capables de faire la différence entre un dissident politique et un terroriste ? On se souvient que pendant la Crise d'octobre 1970, des livres d'art sur le cubisme ont été saisis par des incultes qui pensaient s'emparer d'œuvres subversives de dangereux révolutionnaires communistes cubains. C'est à ces *bums* illettrés qu'on s'apprête à donner plus de pouvoirs discrétionnaires, en leur imputant moins de responsabilités pour des actes criminels commis de « bonne foi ». Ça craint.

Une loi répressive votée en catastrophe dans un climat de panique paranoïde, entre les mains d'une police incompétente, voilà une menace bien pire que toutes les maladies du mouton réunies. Actuellement, les sociétés démocratiques auraient beaucoup plus besoin d'une loi anti-alarmisme, d'une loi anti-paranoïa, ou d'une loi anti-incompétence policière que d'une loi antiterrorisme rédigée à la hâte, comme l'avoue candidement Jean Chrétien. Prenons une grande respiration avant de céder à la panique.

JACQUES BOUCHARD



Urgence

Le ministre des Transports Guy Chevrette veut faire inclure la construction d'un nouveau pont entre Montréal et la Rive-Sud dans le « train de mesures » antiterroristes. Il souligne l'urgence et la nécessité de construire un lien à l'est du pont Jacques-Cartier, au cas la circulation y serait perturbée par l'évacuation du quartier général de la Sureté du Québec rue Parthenais, suite à une attaque bioterroriste.

Entre civilisés

Personne n'en veut à l'Ukraine d'avoir descendu un avion civil à coup de missile.

WTC : Downsizing



L'oiseau est maintenant en ligne.

Visitez notre site ouaibe!

www.lecouac.org

Précision

Au lendemain des attentats, le monde occidental a affirmé en chœur « nous sommes tous Américains ». La Maison-Blanche tient à préciser que le certificat de citoyenneté américaine vient en prime...



Oh ! maman, le bel avion !

Quatre avions qui se pètent la fiole en même temps, c'était du jamais vu. Maintenant qu'on l'a vu, on peut se demander tout haut : « Tous ces avions qui volent au-dessus de notre tête, c'est pas un peu dangereux ? » Avant de répondre, repassons ensemble quelques informations touristiques qui devraient minimalement figurer sur tous les billets d'avion, un peu à la manière des poumons crasseux et gencives cancéreuses qu'on impose stupidement aux fumeurs sur les paquets de cigarettes, la culpabilisation en moins.

Primo, on devrait mentionner qu'un avion qui décolle plein d'essence en zone urbaine, c'est une bombe d'une grande intensité potentiellement mortelle pour plusieurs. Plusieurs s'en souviendront, le 27 mars 1977, deux Boeing 747, l'un de la Pan American, l'autre de la KLM, entrent en collision à l'aéroport de Tenerife, dans l'archipel espagnol des Îles Canaries. Puis, en 1988, un Boeing 747 de la Pam Am explose en plein ciel au-dessus du petit village de Lockerbie, créant une « véritable pluie de feu liquide »¹; les restes de l'avion brûlaient toujours cinq heures après l'explosion. Finalement, en 1992, un Boeing 747 de la El Al israélien s'écrase sur un immeuble à logements à Amsterdam, en Hollande; encore une fois, l'incendie fit rage durant plusieurs heures.

Secundo, comme nous venons à peine de le constater, lorsqu'un avion s'écrase, la compagnie aérienne ne choisit pas où; elle n'est toutefois pas responsable des nombreux dommages (« collatéraux ? ») causés à l'environnement social ou économique. A-t-on pensé poursuivre les deux compagnies aériennes qui possé-

daient les deux avions qui ont détruit le World Trade Center ? Eh non. Mieux encore, le gouvernement étasunien leur allonge une aide financière de 15 milliards \$, aide qui encourage généreusement les compagnies aériennes à partager leur peine en larguant quelque 150 000 employé-e-s sans parachute, à part quelques mois de chômage heureusement assumés par la collectivité. Le même vieux refrain de l'histoire du capitalisme : privatisation des profits et socialisation des pertes.

Tertio, les avionneurs intègrent des composantes potentiellement dangereuses dans la fabrication de certains aéronaves. Les histoires d'écrasements citées plus haut relatent des faits mais ne mentionnent aucunement que si ces avions ont été construits par Boeing avant 1980, ils contenaient tous 1500 kilogrammes d'uranium appauvri². On l'utilisait à l'époque en tant que contrepois, dans les ailes et dans la queue de ces avions. Abondant en quantité, une fois et demie plus lourd que le plomb et presque gratuit, l'uranium appauvri, c'est cette saleté de déchet nucléaire qui a également été utilisée dans des têtes d'obus pour bombarder l'Irak et le Kosovo. Lorsqu'elle brûle, cette substance libère dans l'air de l'oxyde d'uranium en fines particules, celles-ci entrant par les voies respiratoires des gens vivant aux alentours. Mortelle à plus ou moins long terme à cause de sa propension à irradier les gens qui l'inhalent, l'utilisation militaire de l'uranium appauvri viole la Convention de Genève (*Le Couac*, juillet 2000). Pour ce qui est de son utilisation dans les avions civils, on ne semble pas trop se poser de questions puisque, c'est connu, comme dans le cas des vieux autobus scolaires

du Québec, les avions désuets sont généralement vendus à des pays pauvres, soit pour l'aviation civile ou militaire.

Et quarto, l'industrie de l'aéronautique ainsi que celle de l'aviation commerciale figurent dans la liste des activités les plus subventionnées par tous les gouvernements du monde avec l'argent de la collectivité. Au pays de Jean Chrétien, les exemples de Bombardier et d'Air Canada sont notoires. Que nous ayons notre mot à dire sur le comment et le pourquoi des agissements de ces compagnies va de soi.

Depuis le 11 septembre, on sait que tous ces avions sont peut-être plus dangereux qu'on le pensait, tout comme plusieurs autres moyens de transports tels les pétroliers à simple coque, les camions-citernes pour les carburants ou les produits chimiques sous pression, les 4 X 4 et autres, mais il est difficile, voire déplacé, de poser des questions sur la légitimité de leurs formes. Avec ce qui vient d'arriver, ce questionnement devient encore plus pertinent.

MARTIN PETIT

1 AGENCE AFP, « Un Boeing 747 s'écrase sur un village écossais », *La Presse*, 22 décembre 1988.

2 BUKOWSKI, Grace et LOPEZ, Damacio A., « Uranium Battlefields Home and Abroad: Depleted Uranium Use by the U.S. Department of Defense », *Citizen Alert & Rural Alliance for Military Accountability*, Mars 1993.



Le Capital vendu

Suite aux attentats terroristes du 11 novembre, « L'Amérique entreprend sa psychanalyse » (*Le Soleil*, 09-22). Comment? Notamment par le biais de l'Association nationale pour la santé mentale (États-Unis), qui publie un guide à l'intention des entrepreneurs où il est indiqué que le meilleur moyen de se remettre du choc des attentats est de reprendre le boulot le plus vite possible et de se concentrer sur son travail, ce qu'ils appellent « une vie normale ». Naturellement, la proposition n'aurait pas pu être « allez à la campagne et prenez du bon temps », ce qu'on recommande à n'importe quel dépressif. Allez, hue! bourrique! Retourne travailler!

Complots

Les affaires vont bien, ces jours-ci, dans l'industrie de la théorie du complot. Pour certains petits futés, ce sont les méchants Israéliens qui ont attaqué le World Trade Center, pour d'autres, c'est George W. Bush lui-même qui a organisé les frappes. N'importe quoi... Et pourquoi ne serait-ce pas ben Laden qui bombarde actuellement Kaboul, ou les Japonais qui auraient atomisé Hiroshima et Nagasaki, JFK qui se serait suicidé à bout portant et Jésus-Christ qui se serait lui-même cloué sur la croix, en maniant le marteau avec son auréole?

L'économie artificielle

Après avoir convaincu les Québécois de chauffer à l'électricité à coups de publicité flattant leur ego, tout en leur promettant « une énergie propre, propre, propre », Hydro-Québec annonce la construction d'une nouvelle centrale au gaz sale, sale, sale. Hydro construira un gazoduc alimentant l'usine brûlant du gaz pour transformer la chaleur dégagée en électricité. Il faudra aussi des lignes à haute tension controversées pour acheminer l'électricité aux consommateurs qui vont la reconvertir en chaleur. Trouvez l'erreur, l'erreur, l'erreur.

Contre-espionnage

Les Américains sont coincés: tous les Afghans se sont déguisés en ben Laden pour l'Halloween.



L'idole

Dans la série: faites ce que je dis, mais pas ce que je fais, le gouvernement du Québec, qui avait dû retirer ses publicités mensongères « Le travail au noir: c'est du vol », se paye les services de Jacques Villeneuve pour le représenter à l'étranger: un résident de la principauté de Monaco, le paradis fiscal le plus luxueux et le plus prestigieux d'Europe. Dans les annonces de propagande gouvernementale télévisée visant à inciter la population à dénoncer les citoyens travaillant au noir pour suppléer à leur salaire minimaliste, on voyait des ombres chinoises exécuter divers petits travaux manuels: racler des feuilles, porter un casque de travailleur de la construction, une échelle, etc. On imagine cette racaille, ces parasites sociaux après leur journée de travail illégal, rentrer en vitesse au volant de leurs Mercedes, impatients d'arriver à leurs villas des hauteurs de Westmount, où les attendent leurs bonnes philippines (immigrantes illégale au noir) avec des martinis frappés.

Le même Villeneuve fait aussi la promotion de la conduite « attache-toi pis accroche-toi après le tableau de bord ça va brasser » dans une pub de char. D'un côté, le gouvernement emprisonne pour incitation à la criminalité les dirigeants syndicaux qui conseillent à leurs membres de faire une grève illégale. D'un autre côté, il engage comme porte-parole officiel un coureur automobile qui fait la promotion de la conduite criminelle.

Abonnez-vous
ça presse!



Pour informations:
(514) 521-5499

Les nez pincés

Il y en a qui sont allergiques aux odeurs de la plèbe, avec comme conséquence qu'ils lèvent automatiquement le nez sur ce qui, de près ou de loin, ne dégage pas les mêmes parfums subtils et envoûtants que ceux doucement dégagés dans leurs salons et ceux des autres qu'ils fréquentent.

Il faudra désormais ranger monsieur René Homier-Roy parmi ces nez pincés.

Dès après les nouvelles radio de 5 heures, à l'antenne de Radio-Canada, il a fallu l'entendre l'autre jour dénoncer le manque de goût flagrant d'une caricature de Garnotte parue dans *Le Devoir*. Comme j'apprécie hautement le travail de ce caricaturiste qui, comme le disaient les Romains, gratte nos gales collectives avec un clin d'œil (traduction libre de *castigat ridendo mores*), je me suis hâté d'aller chercher mon exemplaire à la porte pour vérifier en quoi ce cher Garnotte avait blessé cette belle âme radiocanadienne.

J'ai trouvé monsieur Homier-Roy particulièrement sensible de l'appendice. Par contre, il est réconfortant que les personnes en charge au *Devoir* aient accepté de publier ce dessin extrêmement saisissant, n'en déplaise à l'animateur qui, se défendant bien de prôner quelque forme de censure que ce soit, n'en déplorait pas moins que l'on n'ait pas bloqué sa publication.

Si la caricature de Garnotte a eu l'heur de froisser la sensibilité toute outremontaise de monsieur Homier-Roy, c'est qu'il est sans doute imperméable à certaines réalités, vécues celles-là par ce monde ordinaire dont il ignore visiblement la condition réelle.

Mais qu'en est-il au juste de cette caricature?

Des avions de papier sur lesquels on pouvait lire « Avis de licenciement » étaient dirigés vers de hautes tours identifiées à Bombardier et Air Canada. Pour quiconque a déjà été en contact avec ce drame qui consiste, pour un être humain, à se faire indiquer que désormais ses services ne seront plus requis, cette image saisissante prend la dimension d'un très fort symbolisme. Et il faut vraiment être bouché à l'émeri pour prendre cette image au premier niveau et se livrer à une équation du genre World Trade Center = Bombardier.

Ce sont deux drames d'un genre totalement différent, il est vrai, mais qui se rejoignent quant à

l'essentiel: les victimes de ces deux drames — celui de quelque 5000 personnes fauchées dans leur vie et celui de ces dizaines de milliers fauchées dans leur emploi — ont ceci de commun qu'elles se voient, par des décisions aveugles prises par d'autres et en dehors de leur contrôle, privées abruptement de leurs rêves.

Les unes pour toujours, les autres pour longtemps, pour très longtemps peut-être.

Et chez Bombardier — Bombardier de Valcourt, ne l'oublions pas, pas de London ni de Pittsburgh —, c'est dans la seule langue anglaise que les quelque

3800 licenciements ont été annoncés! Au moment où le président Bob Brown s'exprimait en direct sur RDI, on a rassemblé les ouvriers. Deux lettres leur ont été distribuées. En anglais, les lettres. Pas une ligne de français pour les indigènes. Comme dans le bon vieux temps, en 1973 par exemple, quand les ouvriers de Canadian Gypsum de Joliette s'étaient fait signifier dans la seule langue anglaise une injonction signée du juge Montgomery. Une injonction qui leur interdisait, entre autres, de faire du piquetage à l'intérieur d'une ligne imaginaire de 1000 pieds autour de l'usine. La chambre à coucher de plusieurs se trouvait à l'intérieur de cette ligne.

Prévenants, ces messieurs de Bombardier. « We will be working to ensure that all employees are treated with dignity and respect during the period of uncertainty », a écrit Mike Graff, president and COO.

Combien de jeunes, combien de travailleuses et de travailleurs dans la force de l'âge ont fait partie de ces « rationalisés » qui sont allés rejoindre la cohorte toujours plus imposante de celles et de ceux qui sont sacrifiés depuis quelques mois sur l'autel des difficultés, réelles ou fictives, du système capitaliste? Le choc, à n'en point douter, ressemble à un tremblement de terre. Ou à une explosion. Pour moins spectaculaire que celui de New York, ce drame n'en est pas moins réel.

Mais pour monsieur Homier-Roy, ce genre de réalité ne semble pas traverser la bulle de son *jet set* artistique à l'intérieur de laquelle il se tient bien à l'abri, loin des rumeurs de la foule inquiète, loin des odeurs de la plèbe, loin de ces petits et gros drames qui sont le lot d'un trop grand nombre.

MICHEL RIOUX

Paul Martin lave plus blanc

Les criminels organisés et les terroristes ont le dos large par les temps qui courent. Le chœur des journalistes syndiqués reprend à gogo le message des corps policiers sur les fortunes amassées par les terroristes et les criminels organisés, grâce à la prostitution et au trafic de drogues, sans jamais soulever le fait que la source réelle des problèmes et des profits est justement leur prohibition. Le sexe et les drogues entre adultes consentants sont des « crimes moraux » sans victime, totalement inventés par les intégristes religieux, et entretenus par les industriels de la répression, marchands d'armes, policiers, avocats, juges, politiciens corrompus et autres « missionnaires de la réhabilitation sociale ».

On parle beaucoup du pouvoir des bandes criminelles et des immenses fortunes qui leur permettent d'acheter qui ils veulent. Curieusement, on ne parle jamais des politiciens, des juges ou des flics qui sont vendus. Quand on arrête quelqu'un, c'est toujours un petit poisson. Par exemple, dans le cas des motards, les taupes arrêtées sont des petits commis de bureaux civils employés à la saisie de données. Suspect.

Tous les politiciens et les fonctionnaires qui ont le pouvoir de donner des contrats ou des subventions sont exposés à la corruption. L'Assistée du multimédia, dans le Vieux-Montréal, est un projet immobilier visant à restructurer un quartier de la ville qui en avait grandement besoin. Mais aussi un paravent pour faire oublier le scandale financier ayant entouré l'acquisition des terrains et des édifices par la ville de Montréal, qui les avait payés à l'époque jusqu'à 20 fois le prix du marché. Une bonne partie des profits se sont retrouvés dans des comptes à numéros en Suisse. Difficile de croire que certains politiciens et fonctionnaires ayant piloté ces dossiers n'ont pas eu accès à certains de ces comptes secrets.

Il y a aussi cette histoire de fiducie familiale qui a reçu une mystérieuse autorisation d'une per-

sonne haut placée pour transférer 2,2 milliards \$ aux États-Unis sans payer d'impôt, après qu'un sous-ministre adjoint et un comité de révision

Qui peut croire qu'un armateur dont les compagnies et les navires sont enregistrés aux Bahamas pour échapper au fisc, a l'intention de faire quoi que ce soit pour éliminer les paradis fiscaux?

aient rejeté la demande d'exemption fiscale. Peut-on croire que ce personnage haut placé ait fait ce geste gratuitement, compte tenu des risques encourus

et du fait que la famille en question aurait sauvé 750 millions \$ d'impôt? Où déposer ce pot-de-vin, sinon à l'abri dans un paradis fiscal?

Au moment où se tient la Conférence internationale sur le blanchiment d'argent à Hôtel Reine-Elisabeth, le ministre des finances du Canada, Paul Martin, fait la une de *L'actualité* (15-10). Il proposerait une solution planétaire pour soulager les pays pauvres, une antidote au terrorisme. Jeffrey Robinson, spécialiste du blanchiment d'argent et conférencier invité déclarait à un journaliste de *Voir*: « Les politiciens canadiens ne comprennent rien du tout à la problématique. On préfère combattre le crime local, c'est plus populaire. » Comprendrent rien, ou comprennent trop bien? Car qui peut croire qu'un armateur dont les compagnies et les navires sont enregistrés aux Bahamas pour échapper au fisc, a l'intention de faire quoi que ce soit pour éliminer les paradis fiscaux? On ne risque pas de voir de sitôt une loi qui criminaliserait le recours aux paradis fiscaux, puisqu'on risquerait de mettre à l'ombre un nombre important de politiciens et de hauts fonctionnaires d'hier et d'aujourd'hui, et la presque totalité de la grande bourgeoisie canadienne.

JACQUES BOUCHARD

1- D'après Joseph Halliman, journaliste au Wall Street Journal, auteur de *Going up the river: travels in a prison nation* (Random House) cité dans *Voir* 27-9

COMPAGNIES AÉRIENNES: 100 000 LICENCIEMENTS



Le modèle irakien

Lysiane Gagnon, qui appuie sans réserve et sans nuance depuis le début l'intervention militaire et les politiques étrangères du gouvernement Bush, cite quelques statistiques démontrant que l'Irak compte plus d'enfants morts par 1 000 habitants que certains de ses voisins ayant un revenu per capita moins élevé. Elle conclut: «Les données ont été fournies par les gouvernements, on peut croire que les chiffres de l'Irak ont été gonflés, mais n'importe. Ce petit tableau montre que la mortalité infantile en Irak est due au fait que la richesse collective qui devrait aller à la nourriture et aux médicaments sert aux équipements militaires ou à enrichir la classe dominante.» (La Presse 9-10)

Moi qui croyais que couper dans les services sociaux pour enrichir la classe dominante, c'était le modèle québécois, la recette de Bush, celle des pays du G8, et le crédo de la mondialisation. Et si les enfants mourraient un peu aussi à cause de l'embargo imposé par les États-Unis. Comme les contrebandiers qui alimentent le marché noir doivent payer le gros prix pour acheter les douaniers, les casques bleus et autres militaires chargés de faire respecter le blocus, ils doivent vendre à Saddam les médicament et autres denrées essentielles 10 ou 20 fois le prix du marché, pour réaliser des «profits raisonnables».

J. B.

Accentuation des actions contre McDonald's

Nous le savons tous, les restaurants McDonald's sont des crosseurs. La multinationale de la restauration rapide est devenue, depuis le démantèlement d'un restaurant en construction par la Confédération Paysanne à Millau, en France, un symbole mondial de la malbouffe et de l'exploitation sauvage de l'homme et de la nature. N'empêche que des millions de personnes continuent, chaque jour, de consommer leurs produits immondes dans les 28 000 restaurants répartis dans 120 pays et qui emploient 1,5 millions de personnes.

Le 16 octobre était la journée mondiale de la nourriture (World Food Day) ainsi que celle des actions contre McDonald's (International Day of Action Against McDonald's). La petite casse de Sherbrooke, dans la nuit du 15 au 16 octobre y est sans aucun doute rattachée (La Tribune, 10-16). Des actions semblables ont été menées un peu partout dans le monde, notamment sur trois îles des Philippines par la Convergence anti-capitaliste du coin, laquelle regroupe autant des écologistes que des anarchistes que des étudiants et des défenseurs des droits des animaux (A-Infos, 10-16).

Ici, au Québec, une campagne de boycott contre McDo a été lancée le 11 octobre par une

coalition de partis et d'associations de gauche. Le Parti Communiste du Québec, le Rassemblement pour une alternative progressiste (via Paul Cliche), le Parti de la démocratie socialiste, le Parti vert, l'indépendant de Pointe-St-Charles Marcel Sévigny, l'AGESSHALC UQAM, la Concordia Students

Au Québec, une campagne de boycott contre McDo a été lancée le 11 octobre par une coalition de partis et d'associations de gauche.

Union, le Comité chômage de Montréal et le Centre des travailleurs immigrants soutiennent cette campagne. Selon l'organisateur, au moins trois stations de télé (SRC, TVA et TQS) ainsi qu'un journaliste de La Presse étaient présents à la conférence de presse. Rien n'est pourtant sorti dans les médias corporatifs.

Plusieurs activités de sensibilisation sont prévues. Pour l'instant, un joli gaminet présentant un Ronald aux dents longues et aux poches pleines de fric est mis en vente pour soutenir la campagne. Excellent comme cadeau de Noël pour les enfants. On peut s'informer à l'adresse suivante: info@boycottmcdo.com

MARCO SILVESTRO

Aide humanitaire

Pour faire connaître la culture québécoise, les organisateurs du spectacle bénéfice «Le Québec à New York» ont décidé de distribuer sous forme d'aide alimentaire aux New-yorkais les plus démunis la totalité des sommes recueillies lors de l'événement. Comme il n'est pas question de parachuter les colis au-dessus de la ville, Louise Beaudoin et les clowns du Cirque du Soleil les distribueront de porte-à-porte dans les quartiers défavorisés du Bronx, de Brooklyn, de Harlem et aux sans-abris de Lower Manhattan. Les heureux bénéficiaires pourront se bourrer la fraise de ragout de patates de cochon, ou de poutine, avec des grands-pères dans le sirop d'érable, ou de pudding-chômeurs. Les rations individuelles seront emballées sous vide aux couleurs du fleurdelisé, et portant la mention «Don des citoyens du Québec» dans les 128 langues que l'on peut retrouver dans ces quartiers, ainsi qu'en braille et dans le langage international des signes.

Les moyens d'arriver à ses fins

Le spécialiste de l'islam Jean-René Milot «fait la part des choses» sur l'interprétation que font certaines personnes de la religion musulmane. «Les islamistes exploitent la religion comme ils le veulent pour arriver à leurs fins et brandissent faussement le Coran pour justifier leurs actes» dit-il. (Voir, 4-10)

Les chrétiens exploitent la religion comme ils le veulent pour arriver à leurs fins et brandissent faussement la Bible pour justifier leurs actes.

Les militaires en civil (Cheney, Powell, Ridge, le Pentagone, la CIA, etc) et les multinationales du pétrole qui soufflent à l'oreille leurs ordres à George Bush exploitent la menace terroriste comme ils le veulent pour arriver à leurs fins et brandissent faussement la Liberté et la Démocratie pour justifier leurs actes.

Les politiciens néo-libéraux exploitent les statistiques comme ils le veulent pour arriver à leurs fins et brandissent faussement la création d'emploi pour justifier leurs actes.

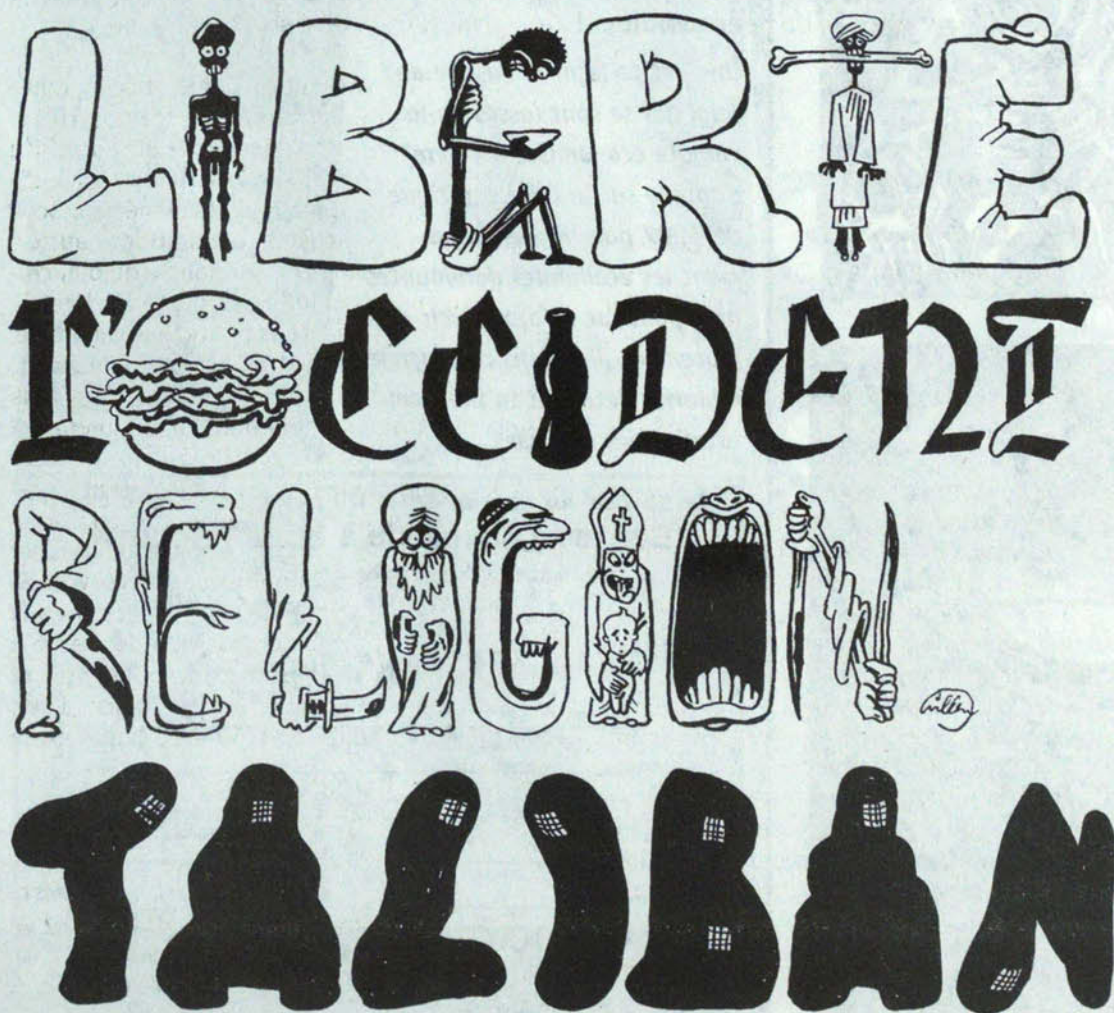
Les patrons exploitent le ralentissement économique comme ils le veulent pour arriver à leurs fins et brandissent faussement les événements du 11 septembre pour justifier leurs actes.

Labatt blues

La brasserie Labatt a augmenté ses prix depuis le 15 octobre pour «contrer la hausse vertigineuse des coûts de l'énergie», selon une lettre envoyée aux détaillants locaux. Il semblerait que la logique économique veuille que ce soit les consommateurs qui en absorbent le coût, tandis que l'entreprise augmente sa marge de profit et que le produit demeure médiocre. Dans la même veine, Le Couac propose à ses lecteurs de ne plus consommer de bière Labatt afin d'aider cette noble entreprise à réduire sa facture d'électricité.

Mépris

«Le Planet Hollywood ferme ses portes» (Journal de Montréal, 09-25). Le propriétaire du local (la Place Montréal-Trust) savait «depuis plusieurs mois» que le restaurant allait fermer, ce qui lui a permis de rechercher un nouveau locataire. Les employés, quant à eux, ont été avertis la veille que le restaurant de la rue Sainte-Catherine cessait ses activités. Pour se trouver un nouvel emploi, ils n'ont qu'à se débrouiller tout seul et à aller appliquer chez McDo où le burger est tout aussi dégueu, mais à meilleur prix.



Noam Chomsky

La guerre comme politique étrangère des États-Unis

Revenant sur la guerre comme chemin pris par le capitalisme pour s'imposer au monde, ce recueil nous invite à lutter contre un système qui aggrave les inégalités devant le droit et l'économie

préface de Jean Bricmont



De la guerre comme politique • 208 pages, 19,95\$ taxe incluse!

Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: ☐ Mandat ☐ Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 22,95\$ + tx
TPS: 143635464





Marcel Sévigny

L'histoire d'une plante vivace sur un tas de fumier

Marcel Sévigny est un exemple rare et précieux de politicien « par défaut » qui n'a jamais caché ses penchants libertaires. Un outsider qui a utilisé la politique représentative et le RCM afin de faire avancer la cause de son quartier, Pointe-Saint-Charles. Un homme qui n'aime pas l'exercice du pouvoir et la démagogie, encore moins lorsqu'ils sont concentrés dans les mains des mêmes personnes. Et c'est pour démontrer que la gauche n'a jamais été au pouvoir à Montréal et que l'action politique du « mouvement social » montréalais est sclérosée qu'il prend la plume. Ayant décidé de ne pas se représenter aux élections de ce mois-ci, il nous offre en quelque sorte son testament politique.

Il trace d'abord un bilan assez sévère de son passage au RCM: « L'essentiel du pouvoir est resté aux mains des promoteurs et d'une poignée de politiciens et de technocrates [...] En somme, l'évolution de la ville et de ses quartiers depuis 1986 a fort peu subi l'influence des gens qui y habitent, mais beaucoup celle de personnes qui veulent y réaliser des profits ». Pourtant, le RCM est né des mouvements urbains qui, entre 1965 et 1985, ont secoué la ville et le régime Drapeau avec des demandes répétées de démocratisation de la gestion municipale. Comment se fait-il qu'il n'ait pu faire changer les choses?

Principalement parce que le successeur de Drapeau fut un technocrate qui a fait du RCM une « machine à gouverner » et n'a réalisé à peu près aucun des objectifs du programme du parti. Sévigny avait adhéré

au RCM en 1986 sur la base de celui-ci, le trouvant prometteur sur le plan de la démocratisation et du développement local. Il ira de déception en déception jusqu'à ce qu'il en quitte les rangs en 1992.

Dès les premiers mois d'exercice du pouvoir, en 1987, Sévigny voit que le RCM se transforme en parti traditionnel et que la gauche municipale commence à virer à droite. Il ne pardonne pas à Jean Doré de cacher derrière un style verbo-moteur le discours néolibéral qu'il tient devant les chambres de commerce et les grosses entreprises. Il lui reproche d'avoir pris le RCM en otage en centralisant la décision pour ensuite s'arroger le droit de prendre des positions contraires à celles de sa base populaire.

Le maire Doré laisse ainsi tomber le transport en commun et la protection de l'environnement, tandis qu'il se prononce pour le libre-échange et que, devant la commission Bélanger-Campeau, il envisage la réduction drastique des programmes sociaux pour ajuster la « métropole » à ses partenaires internationaux: « Il y a un prix à payer pour s'associer au mouvement d'intégration des marchés ». C'était en 1991; trois ans plus tard, le nouveau maire Pierre Bourque enchaîne à son tour sur l'air de « Montréal, ville du monde ». Depuis, Sévigny constate la faiblesse de la gauche montréalaise, malgré le signe encourageant du score de Paul Cliche dans Mercier. On sent alors une certaine lassitude chez le vieux routier.

Sévigny, en localiste convaincu, déplore la déliquescence des rapports sociaux de proximité. Il a vu le milieu communautaire issu des différents quartiers montréalais s'em-

bourber dans un collaborationnisme normalisateur avec l'État québécois. Il a vu les identités de quartier s'affaiblir devant la gentrification et la gestion technocratique. S'appuyant sur les projets de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire élaborés par Murray Bookchin, Sévigny propose alors que les relations quotidiennes de proximité constituent la base d'un renouveau de la politique communautaire. Il aimerait que se créent dans les quartiers des instances politiques autonomes qui agiraient comme contre-pouvoirs face à l'État central.

L'idée est de réaliser par la base ce qui ne peut être fait par le haut. En associant en conseil de quartier les organismes communautaires, les citoyens et les élites locales, un rapport de force avec le pouvoir central peut s'établir. De même, il devient possible d'adopter des propositions progressistes garantissant d'une meilleure qualité de vie comme la réduction de l'utilisation de l'automobile, la promotion du cyclisme, la protection de l'environnement, etc.

Le projet proposé par Sévigny est, certes, invitant et même souhaitable. On voit bien que Sévigny voudrait que Pointe-Saint-Charles redeviennne le centre de gravité du militantisme urbain qu'il fut dans les années 1970. Ce n'est pas impossible, bien que ce projet aille à l'encontre de la dynamique des fusions municipales. Souhaitons que l'adage selon lequel nul n'est prophète en son pays soit infirmé dans le cas présent.

MARCO SILVESTRO

Marcel Sévigny, *Trente ans de politique municipale. Plaidoyer pour une citoyenneté active*, Montréal, Éditions Écosociété, 2001.

« Entre guillemets », t'sais veux dire ?

Depuis quelque temps, la mode verbale du « t'sais veux dire ? » est remplacée par la mode gestuelle des guillemets faits avec les doigts. En ajoutant l'expression « t'sais veux dire ? », on multipliait la richesse de son vocabulaire à l'infini et pour l'interlocuteur muet d'admiration, tout devenait lumineux. Quand on dit « il pleut, t'sais veux dire ? », c'est qu'il faut sortir son parapluie.

Mais à l'usage, cette expression qui précisait tout et rien a semé le doute dans les esprits. Et si c'était non pas la phrase au complet que l'interlocuteur ne comprenait pas, mais chaque mot de cette phrase ou plus simplement un mot en particulier? Chacun sait que lorsqu'on met un mot entre guillemets, c'est parce que l'on veut souligner le sens particulier qu'il prend dans le contexte (« t'sais veux dire ») où il est employé et qu'on ne peut surtout pas le citer hors contexte. Alors on a inventé les guillemets gestuels pour préciser le sens des mots: deux guillemets ouvrants en utilisant deux doigts de la main gauche et deux guillemets fermants en utilisant deux doigts de la main droite.

Quand un politicien met le mot « démocratie » entre guillemets, tout le monde comprend ce que cela veut dire (la démocratie est mise entre parenthèses), mais quand le commun des mortels, dans la phrase « il pleut » met « pleut » entre guillemets en faisant des signes avec quatre doigts on a le choix entre... une pluie fine, une pluie torrentielle, un orage, la mousson, une pluie tropicale, une averse, une bruine, un crachin, une giboulée, un grain, sans parler des pluies « orographiques ».

« Les politiciens », les « journalistes », les « écrivains », les « commentateurs » à la télé, l'homme de la rue, la femme de la rue... tout le monde utilise cette « technique ». Il est vrai que certains discours auraient avantage à commencer avec un poing dans la bouche et se terminer de la même façon et que certaines « œuvres littéraires » devraient être placées entre guillemets du début à la fin.

Prenons un exemple récent. Dans un quotidien québécois, le correspondant permanent à Paris (plus français que ça, tu meurs) utilise deux fois les guillemets. Il parle de « vrais » Français et d'un « gang » islamiste. Dans le premier cas, c'est l'adjectif qui est entre guillemets; dans le second cas, c'est le nom. On comprendra donc que dans le premier cas, il s'agit de Français qui ne sont pas tout à fait vrais (?) et que dans le second cas, il s'agit de vrais islamistes (?) qui ne forment pas un vrai gang (?). Me suis-je bien fait comprendre? Suis-je clair? Que ceux qui n'ont pas compris lèvent quatre doigts! Un conseil de lexicographe (spécialiste du « t'sais veux dire »): si vous voulez être bien compris désormais, agitez deux doigts de la main droite avant d'ouvrir la bouche et agitez deux doigts de la main gauche après avoir fini de parler. Ainsi, si vous ne savez pas ce que vous avez dit, votre interlocuteur aura parfaitement compris qu'il n'y avait rien à comprendre.

À bon entendeur, « salut » (« t'sais veux dire ? »).

THOMAS DÉRI

Un État sur la pente de la dissolution

On peut toujours endurer que Michel Blanchard truffe ses textes dans le cahier des sports de *La Presse* de fautes plus grossières les unes que les autres. J'ai vu rouge à l'une de ses dernières qui n'était pas piquée des vers. Parlant des Expos, Blanchard écrivait que l'équipe risquait d'être « dissolue ». Elle l'était certes, dissolue, à la belle époque des Valentine, Scott et autres joyeux drilles qui parlaient aux oiseaux par soirs de beau temps. Mais les Expos risquent aujourd'hui d'être davantage dissous que dissolus, n'est-ce pas. Mais que l'État du Québec lui-même se fiche comme Power de la qualité de la langue a de quoi inquiéter. Un lecteur écrivait au *Devoir* l'autre jour pour dénoncer le fait qu'à un examen pour un emploi de réviseur (personne chargée d'écrire des avis pour les tribunaux administratifs), il était précisé que les fautes de français n'étaient pas prises en compte dans l'évaluation des candidats! Au secours, M. Larose!

MICHEL RIOUX



Ils pensent !

« Les babouins capables de pensées abstraites » (*La Presse* 17-10). La preuve « Les médias s'interrogent sur leur marge de manœuvres » (*La Presse* 17-10).

Rien de neuf sous le soleil

« Israël aurait projeté l'assassinat d'Arafat ». (*La Presse* 19-10)



Abonnez-vous ça presse!

Pour informations:
(514) 521-5499



L'oiseau est maintenant en ligne.

Visitez notre site ouaibe !

www.lecouac.org

Robin Hahnel La panique aux commandes

Tout ce que vous devez savoir sur la mondialisation économique!

Une petite leçon à l'usage de ceux qui se sont lassés de la vulgate économiste, ce livre s'appuie sur la crise asiatique de 1997 pour montrer comment les économies dominantes ne répondent qu'aux soucis de placement des biens de l'infime minorité détenant la presque totalité des richesses.



La panique aux commandes • 176 pages, 23,95\$ taxe incluse!

Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: ☐ Mandat ☐ Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 24,95\$ + tx
TPS: 143635464





Le petit cours d'autodéfense intellectuelle 2/12

Mots à maux

Words, words, words...

W. SHAKESPEARE

Si l'on désire tromper son prochain — ou se prémunir contre le fait d'être trompé — le premier outil à maîtriser ce sont les mots. Savoir comment et pourquoi ils sont choisis avec tant de soin pourra vous éviter de vous faire avoir.

Ce mois-ci, je vous présente justement trois stratégies éprouvées et fort utilisées reposant sur l'attention portée au choix des mots.

Dénoter/connoter

La plupart des gens ont une conception bien naïve du langage selon laquelle les mots désigneraient des objets du monde, objets que l'on pourrait autrement pointer du doigt. Une minute de réflexion montrera que rien n'est aussi simple. Les mots réifient, transmettent des émotions et des jugements et ainsi de suite. Les linguistes disent que non seulement ils dénotent mais aussi connotent.

Il est crucial de le savoir. On peut ainsi glorifier ou dénigrer ce dont on parle par le seul choix des mots. En fait, il arrive que ce qu'un mot connote soit dans une substantielle mesure moins le contraire du moins bien autre chose que ce qu'il évoque à première vue; ce mot a d'ailleurs pu être soigneusement choisi pour cela. Prenez par exemple l'expression «pertes collatérales»: avouez que ça a tout de même une autre gueule qu'assassinat de civils! Prenez encore ce «libre-échange» qu'on nous vante partout: il se trouve que dans une mesure non négligeable les transactions économiques, dans notre monde, ne sont pas des échanges (ce sont des transferts intra-firmes) et ne sont pas

libres — ils sont au contraire très fortement encadrés.

Dans une société comme la nôtre, ce n'est donc qu'à nos risques et périls qu'on ignorera cette distinction entre dénoter et connoter et toute personne qui désire assurer son autodéfense intellectuelle sera donc très attentive aux mots qu'on utilise pour lui décrire le monde. Voici un exemple rapporté et étudié par Sheldon Rampton et John Stauber (dans le livre: *Trust us, we're experts*, Penguin, 2001, chapitre 3) et qui montre comment les institutions dominantes peuvent utiliser cette propriété du langage. En 1992, l'*International Food Information Council* (IFIC), puissant lobby américain, s'inquiète de la perception du public des biotechnologies alimentaires. Un vaste programme de recherche est donc mis en place pour déterminer comment parler au public de ces technologies. Au total, des mots seront retenus pour leur charge positive et il sera recommandé de s'en tenir à eux: beauté, abondance, enfants, choix, diversité, terre, organique, héritage, métisser, fermier, fleurs, fruits, générations futures, travailler fort, amélioré, pureté, sol, tradition, entier. D'autres sont à proscrire absolument: biotechnologie, ADN, économique, expérimentation, industrie, laboratoire, machines, manipuler, argent, pesticides, profit, radiation, sécurité, chercheur.

Moralité? Y'en a pas vraiment. Implications pratiques? Vous êtes bien capable de les tirer vous-mêmes.

Des vertus de l'imprécision

Les mots peuvent être vagues, ambigus et cela aussi peut être fort utile au charlatan. L'exemple le plus percutant de ce que ces propriétés permettent d'accomplir est à mon sens cet art de la lecture à froid (ou *cold reading*) que pratiquent

les cartomanciens, astrologues et autres charlatans. On énonce d'abord des propositions vagues puis, grâce à une savante perception des réactions du sujet, on raffine ses énoncés. Au total, le crédule sujet, qui ne se souvient de toute façon que des succès des prédictions et oublie les échecs, a fourni lui-même les bonnes réponses par quoi le charlatan aurait démontré ses dons.

Considérez l'exemple suivant, dans lequel chaque proposition pourrait être le premier moment d'une lecture à froid — l'exemple est adapté librement du magicien James Randi. Notez aussi combien il est facile de croire se reconnaître dans ces énoncés vagues.

«Vous reconnaissez assez facilement que certaines de vos aspirations sont plutôt irréalistes. Vous êtes parfois extroverti, affable, sociable, mais à d'autres moments vous êtes plutôt introverti, circonspect et réservé. Il vous arrive de trouver peu sage de vous dévoiler aux autres. Vous êtes fier de votre indépendance d'esprit et vous n'admettez comme vraie l'opinion d'autrui que si des preuves satisfaisantes sont avancées. Il vous arrive de vous demander si oui ou non vous avez pris la bonne décision ou posé le bon geste; autant vous êtes extérieurement disciplinés et en contrôle, autant à l'intérieur vous êtes inquiet et insécure. Votre vie sexuelle n'a pas été sans vous poser des problèmes d'adaptation. Vous êtes généralement en mesure de compenser par certains traits forts de votre personnalité les quelques faiblesses de votre personnalité. Vous disposez en outre de grands talents que vous n'avez pas encore pu démontrer dans toute leur mesure. Vous avez une forte tendance à être très critique envers vous même ainsi qu'un immense désir d'être aimé et admiré des gens qui vous entourent.»

L'efficacité du *cold reading* a été amplement démontrée et de bons ouvrages existent pour qui veut en savoir plus.

Je vous laisse ici encore tirer les leçons qui s'imposent.

Les mots-fouine

Cette stratégie est ainsi nommée parce que ce charmant animal, la fouine, s'attaque aux œufs dans les nids des oiseaux, les perce et les gobe avant de laisser là la coquille désormais vide. La maman oiseau croit apercevoir son œuf: mais il a été vidé de sa substance. Les mots-fouine font la même chose dans des propositions. On croit apercevoir un énoncé plein de contenu, mais un mot l'a vidé de sa substance. La publicité a énormément recours à cette stratégie. Tel produit aide à ceci ou cela; tel autre peut contribuer à ceci ou cela. Voilà nos mots-fouine.

Regardez et écoutez attentivement les publicités: vous en repérerez facilement plusieurs autres.

L'énigme du mois. Les personnes qui se passionnent pour la pensée critique ont bien souvent aussi la passion des énigmes, puzzles, jeux mathématiques et toutes ces sortes de choses — et la plupart ont un immense respect pour le grand Martin Gardner, que je salue bien bas ici. À chaque mois, je vous proposerai cette année une petite énigme, de difficulté croissante. Voici la première.

Je suis capable de lancer une balle de telle manière qu'elle s'éloigne de moi jusqu'à s'immobiliser pour ensuite revenir directement dans ma main. Je n'ai aucun partenaire, n'utilise aucun objet ou accessoire — ni mur, ni ficelle, etc. Vous pouvez aussi le faire — en fait, tout le monde le peut. Comment donc?

RAYMOND-LA-SCIENCE

baillargeon.normand@uqam.ca

La gauche coûte moins cher

Le 2^e Sommet des peuples des Amériques qui s'est tenu à Québec parallèlement au tristement célèbre 3^e Sommet des Amériques a fait ses frais et a même dégagé un honorable surplus de 27 385 \$, selon le dernier rapport financier présenté aux membres du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC, organisateur de l'événement). Il aura coûté 726 397 \$ pour rassembler pendant une semaine plus de 2000 personnes venues de partout dans les Amériques.

Par comparaison, le Sommet des Amériques a coûté plus de 300 millions \$ pour rassembler dans des hôtels de luxe, pendant trois jours et derrière une clôture qui est tombée en 15 minutes, 34 chefs d'État et des milliers d'esclaves consentants ou non.

Il est vrai qu'au Sommet des peuples, la plupart des délégués ont dû se contenter de loger chez des copains, dans de petits hôtels, chez des congrégations religieuses. Le matin, il fallait se servir soi-même son café et faire griller ses toasts. Il fallait aller aux toilettes dans des cubicules verts. Manger de la bouffe végé et boire du café équitable. Endurer les jeunes radicaux, socialistes ou communistes.

C'est certain qu'on ne verra jamais des parlementaires accepter de vivre dans des conditions pareilles, même en période électorale. Déjà que les délégués des grosses centrales syndicales ont ben de la misère à accepter ça...

M.S.

L'oiseau est maintenant en ligne.

Visitez notre site Ouaibe!

www.lecouac.org

On s'en fout!

«Les attaques freinent les ventes d'autos» (*La Presse*, 20-9).



Attentats

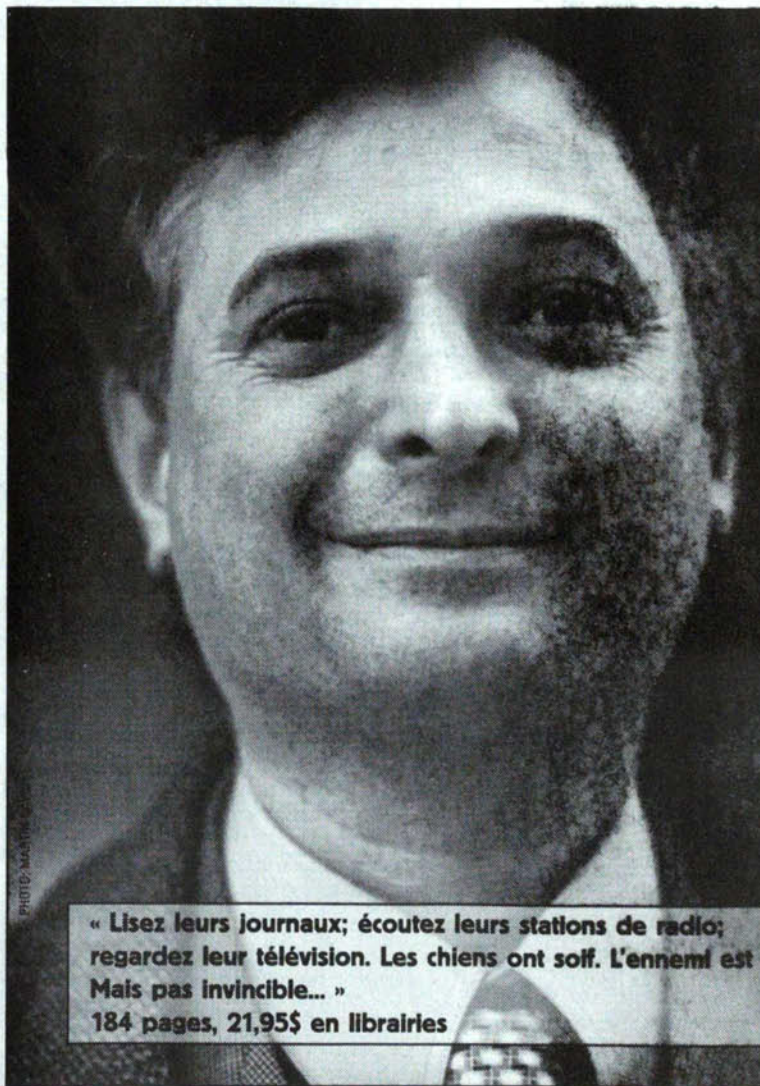
La faute à l'ethnique et à l'argent?

Avarice érotique

Charles Binamé tourne un *remake* de Séraphin. «L'aspect sexuel du personnage est très important, dit-il, Séraphin est troublé par les femmes, mais c'est sur son or qu'il projette tous ses fantasmes.» (*La Presse* 13-10) Le contraire aurait été surprenant. L'autre soir j'ai attrapé, en zappant, le générique et les trois premières scènes du téléroman L'or. Première scène, Marina discute avec un mec qui va reconduire ses ti-culs au hockey. Deuxième scène, le mec jase avec une femme rembourrée comme un divan en spécial chez Brault et Martineau, pour faire croire qu'elle est enceinte. Troisième scène, le mec se retrouve au lit en train de baiser, chevauché par une doublure enceinte pour vrai, dont on ne voit pas le visage, mais très bien les seins et la bédaine. Ces images de baise sont entrecoupées «subtilement» avec des gros plans du visage de la comédienne de la scène précédente, les yeux dans la graisse de *binnes*. À la troisième scène, une minute et demi après la fin du générique: une scène de cul. On dirait le scénario d'un film XXX qui s'est trompé de réseau.

Donc, Séraphin ne sera pas avare de ses fantasmes. C'est vrai que ça manquait à notre cinématographie nationale, l'histoire d'un obèse vieillissant qui saute des jeunes femmes en caressant son fric. Plein de belles scènes *soft* porno d'époque à la sauce Binamé en perspective. Louise Cousineau à déjà la zapette tout excitée.

JACQUES BOUCHARD



LES chiens ONT SOIF
Normand Baillargeon
critiques et propositions libertaires

Normand Baillargeon Les chiens ont soif

Regardez-les aller. Lisez leurs journaux; écoutez leurs stations de radio; regardez leurs chaînes de télévision. Les chiens ont soif. À défaut d'une vaste mobilisation populaire, c'est foutu. Il va falloir se battre. Au nombre des solutions, il faut considérer l'Écopar pour concevoir et rendre possible la mise en place d'institutions économiques dans le respect de valeurs qui sont celles de la gauche, plus précisément de la gauche libertaire.

Les chiens ont soif • 184 pages, 20,95\$ taxe et transport inclus
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: ☐ Mandat ☐ Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

«Lisez leurs journaux; écoutez leurs stations de radio; regardez leur télévision. Les chiens ont soif. L'ennemi est énorme. Mais pas invincible...»
184 pages, 21,95\$ en librairies

En vente dans toutes les librairies, 21,95\$ + taxe
TPS: 143635464





La presse compressée

L'actualité expliquée par les gros titres de la grosse Presse

- « L'Amérique a été prise pour cible parce que nous sommes le phare le plus brillant de la liberté et de la possibilité d'avenir dans le monde » (12-9), « On gages-tu ? » (13-10).
- « La vengeance viendra » (13-9), « Feu vert à l'opération Justice infinie » (20-9).
- « La presse occidentale appuie les frappes... » (9-10), « Selon des experts, les gouvernements usent de propagande en temps de crise » (1-10).
- « Les Américains testent le fragile équilibre entre sécurité et liberté » (1-10), « Les raids s'intensifient » (11-10), « La Maison-Blanche incite les télévisions américaines à l'autocensure » (11-10).
- « Hausser les dépenses militaires pour contrer le terrorisme » (10-10), « Une solution militaire rapide profiterait au marché » (9-10).
- « Du mérite de certains *twits* » (4-9), « Les premiers bombardements sont un succès, selon Washington » (9-10).
- « L'Afghanistan en bref » (9-10), « La mort aux trousses » (14-5).
- « Le monde est vaste » (6-6), « L'aide alimentaire larguée dans les champs de mines » (11-10).
- « Nouvelle frappe contre l'argent terroriste » (13-10), « État d'alerte maximale aux États-Unis » (9-10).
- « Ottawa dévoile son plan de lutte contre le terrorisme » (13-10), « Un musulman sourd et muet expulsé d'un avion d'Air Canada » (12-10).
- « Les États-Unis et le monde » (26-9), « Connais ton ennemi » (20-9).
- « L'économie profite des guerres à court terme seulement » (9-10), « La subtilité a ses charmes » (9-10).
- « Sacrifier sa liberté pour plus de sécurité: Ottawa estime que les citoyens sont prêts à faire des concessions » (12-10), « Chrétien accusé de tromper les Canadiens (...) » (20-9).
- « Jean Chrétien bouleversé par une agression « lâche et barbare » (12-9), « Bavure américaine à Kaboul, une bombe guidée rate sa cible et tue des civils » (14-10).
- « Dieu coupable de tragédies ? » (22-3-2000), « Il est trop tôt pour montrer quiconque du doigt » (12-9).
- « Kaboul vu du ciel » (9-10), « Voyage au bout de l'enfer » (20-9).

FRANÇOIS PATENAUDE

Les barbares

On lit beaucoup sur l'obscurantisme des talibans et sur les limites aux libertés individuelles qu'ils imposent pour « purifier » leur société de la criminalité. Les voleurs ont la main tranchée.

L'industrie carcérale est le secteur économique qui a connu la plus forte croissance aux États-Unis au cours des dernières années (chiffre d'affaires annuel 25 milliards \$). Phillip Sanders, 43 ans, citoyen de West Palm Beach, père de deux enfants, a été condamné à la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle pour le vol d'un briquet et des sous-vêtements (valeur 49,73\$). Toutes les semaines, on lit ce genre de brève dans les journaux: assisté social qui pique un pain tranché, ou itinérant qui vole du sirop contre le rhume... En vertu de la politique « *three strikes you're out* », toute personne ayant commis trois crimes, peu importe la nature de ces crimes, doit être retirée de la circulation à perpétuité. De dangereux récidivistes arrêtés pour vagabondage, consommation de cannabis ou vol à l'étalage se retrouvent en prison à vie.

Sans vouloir être sadique, il serait tout de même curieux de savoir combien de prisonniers condamnés à croupir à vie dans une prison étasunienne pour vol à l'étalage seraient prêts à sacrifier volontairement une main pour recouvrer la liberté.

J.B.

La tragédie de New York et l'Amérique latine



Les images saisissantes des avions qui plongent dans le WTC resteront gravées à jamais dans ma mémoire. Elles m'ont rappelé d'autres images aussi terrifiantes, celles du mardi 11 septembre 1973, quand l'armée de Pinochet a mis fin à presque un siècle de vie démocratique chilienne et plongé le pays dans la dictature et la terreur. Ma réflexion portera ici sur cet appel, à la fois légitime et universel, à la condamnation du terrorisme. J'entrevois les conséquences peu reluisantes pour l'Amérique latine, où, actuellement, existent deux grands foyers de rébellion: en Colombie et au Mexique. La situation risque de s'y dégrader, et une intervention américaine, comme celle qui se dessine en Afghanistan, pourrait s'y produire. Depuis ce mardi fatidique, les États-Unis accepteraient-ils que les Colombiens trouvent une solution politique à la guerre civile qui sévit dans leur pays? Comment réagiront-ils face aux Zapatistes et leur commandant Marcos qui trouveraient inadéquats la réponse du gouvernement à leurs aspirations légitimes? Comment seront perçus les mouvements sociaux, comme le Mouvement des paysans sans terre du Brésil? Les droits civils et politiques risquent de souffrir encore une fois de l'hystérie meurtrière provoquée par le crime odieux du 11 septembre.

Ce jour-là, les ministres des Relations extérieures des Amériques se trouvaient à Lima (Pérou) pour entériner la Charte démocratique de l'Organisation des États américains (OEA), qui, en bref, engage les États membres à ne plus reconnaître les gouvernements issus d'un coup d'État. L'initiative est très louable, mais il faut rappeler que les dictatures des

années 1970 en Amérique latine ont été le fruit de l'ingérence, parfois criminelles, des États-Unis. Récemment, au Pérou, la chute du couple Fujimori-Montesinos a mis à nu les liens étroits que ce dernier entretenait avec la CIA.

Certes, la situation politique a changé mais la pauvreté et la misère frappent toujours la majorité de la population, et cette situation découle du modèle économique imposé par ces mêmes dictatures. Aujourd'hui, en Amérique centrale, au Guatemala plus exactement, la faim fait quelque quarante morts par jour. En Argentine, la crise écono-

avec beaucoup plus de rapidité aux demandes que feront les gouvernements latino-américains, en cas d'un conflit interne, comme il en existe au Mexique ou en Colombie. Or, l'implication des corps policiers dans certains actes de terrorisme a été plus que suspecte. À ce sujet, rappelons les attentats de 1994 à l'ambassade d'Israël et à la Mutuelle israélite argentine (AMIA) en Argentine qui ont fait plus d'une centaine de morts. Plusieurs indices liaient policiers, militaires et dirigeants politiques de haut niveau avec des filières terroristes. L'assassinat à Washington de l'ancien ministre des

Les droits civils et politiques risquent de souffrir encore une fois de l'hystérie meurtrière provoquée par le crime odieux du 11 septembre.

mique a plongé dans la misère plus de quarante pour cent de la population. Il est devenu courant que des affamés ferment les routes et les villes en organisant des marches, violemment réprimées par les forces policières. Aujourd'hui, plus que d'une charte démocratique garantissant la démocratie politique, l'Amérique latine a besoin d'une charte qui assure la démocratie économique et la protection sociale.

Cet attentat du WTC aura probablement des conséquences incommensurables sur la volonté des pays latino-américains de garder une certaine autonomie face à la puissance mondiale. Il y a quelques jours, le président mexicain Fox remettait en question le Traité d'assistance mutuelle (TIAR) de l'OEA, semblable à l'article 5 de l'OTAN qui sert aujourd'hui à mettre sur pied cette vaste coalition mondiale contre le terrorisme. Ce traité a toujours été inopérant à cause des nombreuses interventions directes des États-Unis et de leurs troupes en Amérique latine. Avec l'expérience du mardi 11, les armées latino-américaines seront peut-être encore plus soumises aux désirs et aux visées du Pentagone. Les États-Unis répondront probablement

Relations extérieures d'Alende, Orlando Letelier, et sa collaboratrice Ronnie Moffitt en 1976 a été commandité par l'armée chilienne de Pinochet.

L'attentat de New York a aidé la cause de tous les faucons du Pentagone, qui n'hésiteront pas à intervenir au moindre geste qui met en doute l'ordre établi. La démocratie économique devient donc urgente. Dans l'avenir, combien de groupes, demandant par divers moyens, même par la révolte, des changements à la politique actuelle, seront réprimés, voire exterminés, parce qu'on les accusera, à tort ou à raison, de terrorisme? Or, si l'attentat du 11 septembre n'amène pas les États-Unis à tirer des leçons quant à leur politique étrangère, quant au modèle économique qu'ils contribuent à imposer, quant à leur attitude et leur manque de respect envers les peuples, notre monde, et l'Amérique latine en particulier, entrera dans une ère sombre où les libertés civiles et politiques seront encore plus limitées et contrôlées.

GERARDO AIQUEL

Responsable du dossier de droits humains pour l'Amérique latine à l'Entraide missionnaire (Montréal)

Sale temps pour les insoumis

En ces temps de lutte du Bien contre le Mal (lire les États-Unis contre les terroristes), pas besoin d'être un expert en contrôle des foules pour prédire que la logique du « qui n'est pas avec nous est contre nous » risque de faire des petits. Être dissident a toujours été un sport dangereux. Parions qu'il le deviendra davantage dans les semaines et les mois à venir.

La banale mais non moins révoltante histoire de Gorka et Édouardo, deux militants pacifistes basques, est un exemple parmi mille de cette répression sans discernement que subissent ceux qui ont le malheur d'affirmer leur insoumission. Elle a commencé en Espagne, là où les méthodes utilisées afin de démanteler les réseaux nationalistes basques sont pour le moins égalitaires: elles ne font aucune différence entre deux écologistes pacifiques amoureux de leur culture et des poseurs de bombes.

Rappelons les faits. Une auto banalisée, des flics en civil qui en sortent et se ruent sur eux, les tabassent en leur

criant « terroristes » comme seule réponse quant aux raisons de ce rapt. Et puis les trois jours et trois nuits d'enfer en prison, sans aucune communication extérieure, ni même le droit constitutionnel à un avocat de confiance. Remarquez la similitude des méthodes employées dans ce qui fut jadis le « plusse meilleur pays du monde » quand ça se corse un peu. Le kidnapping de Jaggi Singh et les détentions à Orsainville durant le Sommet des Amériques, ça ne vous rappelle pas quelque chose...

Retour dans la prison espagnole. Trois jours de coups de poings, de coups de crosse de fusil, de coups de bâtons de baseball sur un casque de moto porté par le détenu, de coups aux testicules, de menaces d'exécution avec fusil sur la tempe, de menaces de mort à la famille, etc. Puis on se rend compte qu'en signant où l'on nous dit, on reçoit moins de coups. Alors on signe. Et la torture cesse comme par magie. Mais le réveil est brutal quand on voit sa signature au bas d'une lettre d'auto-accusation qui

nous condamne à sept ans de prison pour un prétendu incendie criminel qu'on n'a évidemment jamais commis.

C'est pour fuir ces horreurs que Gorka et Édouardo sont venus au Canada en juillet 1997 et y ont demandé le statut de réfugiés politiques. Depuis quatre ans, ils travaillaient à Montréal comme de bons citoyens et tout portait à croire qu'ils auraient sous peu le statut tant espéré. C'était sans compter la demande d'extradition émise par l'Espagne le 6 juin dernier qui leur a valu de se retrouver à la prison de Rivière-des-Prairies. Le gouvernement canadien pourrait refuser cette demande d'extradition qui signifie à coup sûr un emprisonnement dans des conditions inhumaines en Espagne. Le fera-t-il? Rien n'est moins sûr.

C'est que depuis quelques années, l'intimidation policière est de plus en plus en vogue ici aussi. Au Québec, elle prend la forme d'arrestations massives lors de manifestations, sans aucun avis de dispersion ou lecture de leurs droits aux détenus. Et je ne parle pas seulement du Sommet des Amériques. Je parle du 15 mars 2000 (journée internationale contre la brutalité policière) et ses 112 arrestations, du 1^{er} mai 2000 (manifestation anarchiste à Westmount) et ses 157 arrestations, ou du 29 septembre dernier (manifestation anti-impérialiste), et ses 80 arrestations.

On pourrait très bien mettre la main au collet des deux ou trois graffiteurs qui servent généralement de prétexte aux encerclements. Mais l'arrestation de masse est beaucoup plus payante à long terme. Car à travers le long processus judiciaire qui suit une arrestation, ce sont des centaines de militants et de simples citoyens mus par un désir de changement social radical qui se font « casser » parfois définitivement par la police.

On voit donc que ce que l'on tente de faire, ici comme ailleurs¹, c'est de fermer définitivement la gueule aux insoumis dès qu'ils se manifestent. La seule différence? La subtilité des méthodes.

Et encore. Avec la paire de baffes qu'a reçu l'occident le 11 septembre, et le projet de loi antiterroriste C-36 que le gouvernement canadien vient d'adopter, on risque fort d'invoquer un cas de force majeure pour rattraper notre « retard » sur des pays comme l'Espagne par exemple. L'Espagne qui, faut-il le rappeler, possède déjà sa loi antiterroriste pour lutter contre les Basques, celle-là même qui permet d'arrêter et de torturer des militants pacifiques sans avoir de comptes à rendre à personne.

BRUNO DUBUC

1 - Voir l'article du sociologue Salvatore Palidda « Retour sur Gènes: L'Italie saisie par la tentation autoritaire », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2001, p. 14-15.